

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 26 OCTOBRE 2010

DINSDAG 26 OKTOBER 2010

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 31 par Mme Sarah Smeyers, présidente.

01 Question de M. **Éric Jadot** au ministre de la Justice sur "les prises de vue mobiles réalisées sur notre territoire par la société Google dans le cadre de son programme Google Street View" (n° 154)

01.01 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Les avancées technologiques en informatique amènent à se poser la question de la protection de la vie privée. Nous avons appris récemment que la société Google a commencé à filmer les artères bruxelloises et liégeoises avec des caméras 3D. Ces prises de vue constituent un premier jalon pour le développement du service "Google Street View" (GSV), qui est déjà disponible pour l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni ou la France. Ces prises de vues ont suscité des polémiques dans d'autres pays comme la Suisse, où le préposé à la Protection des Données critique la visibilité des visages et des plaques minéralogiques, la facilité à contourner le floutage ou encore les prises de vue trop hautes, au-dessus des haies de jardins.

Votre administration a-t-elle eu des contacts avec Google avant le début des prises de vue en Belgique? Une déclaration d'installation de caméras de surveillance a-t-elle été introduite auprès de la Commission de la protection de la vie privée? Dans l'affirmative, quelles informations ont été transmises par Google et quelles ont été les exigences de votre département?

Je m'interroge sur la légalité de telles prises de vue. Selon la circulaire ministérielle du 10 décembre 2009, toute prise de vue par un organisme privé via des caméras mobiles est interdite, l'usage de celles-ci étant réservé aux forces de police et moyennant des conditions strictes d'information préalable des autorités communales. Des poursuites sont-elles envisagées? Un principe de précaution minimal est-il envisagé? Que recommande la Commission de la protection de la vie privée?

01.02 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en français*): Nous avons rencontré la société Google qui nous a informés de son projet "Google Street View". Nous l'avons ensuite renvoyée vers la Commission de la protection de la vie privée.

La Commission a communiqué les éléments suivants: Google a fait une déclaration quant au traitement des données à caractère personnel, conformément à l'article 17 de la loi sur la vie privée. Google s'est engagé à flouter le visage des personnes et des plaques d'immatriculation avant la publication. Tout citoyen peut demander à Google, par un formulaire facile d'accès, que sa maison, son véhicule ou sa personne soient également floutés.

Le service "Street View" étant proposé dans plusieurs États membres, une approche européenne s'est avérée nécessaire. Le Groupe 29, auquel participe notre Commission, s'est chargé de la coordination européenne. Institué par l'article 29 de la directive 95/46/CE, c'est un organe consultatif indépendant, qui, en

séance du 11 mai 2010, a réaffirmé certains principes tels que le floutage des données personnelles, l'information adéquate et préalable des personnes filmées, le droit à rectification ou à suppression des données par des procédures simples en temps réel, des audits réguliers avec publications des résultats et la non-divulgence de données brutes à des tiers.

En ce qui concerne votre deuxième question, la Commission n'a pas de compétence d'autorisation et une déclaration auprès d'elle n'a pas non plus cette valeur.

Le traitement des images est effectué dans le but d'offrir des services d'information, et non une surveillance permanente. La circulaire ministérielle du 10 décembre 2009 ne s'applique qu'aux caméras de surveillance. Dans la mesure où les finalités poursuivies par le service "Street View" de Google ne concernent pas les finalités visées dans la loi "caméra" du 21 mars 2007, celle-ci n'est, pour la commission, pas applicable en l'espèce.

Tout autre est la question de la collecte de données Wi-Fi lors de la mise en place du système "Street View". En avril 2010, à l'occasion d'un audit réclamé par les autorités allemandes chargées de la protection des données, Google a reconnu que des données personnelles avaient été collectées dans le cadre des tournées effectuées par son service "Streetview".

La commission a effectué, en juin 2010, un contrôle auprès de Google, dont le résultat est actuellement évalué au sein de la commission. Il appartient aux personnes qui estiment leurs droits à la vie privée violés de déposer une plainte, soit devant la Commission pour la protection de la vie privée, soit devant les cours et tribunaux de l'ordre judiciaire tant au pénal qu'au civil.

Il existe une pratique nationale. Le développement européen devient de plus en plus évident, mais la commission n'est pas habilitée à donner des autorisations préalables.

01.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Il s'agit donc d'un champ d'investigation politique. Nous avons appris la multiplication de conflits juridiques en Allemagne sur le même dossier.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- **Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "la mise en œuvre des accords de coopération entre parquets en Flandre occidentale" (n° 291)**

- **M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la collaboration entre les parquets en Flandre occidentale et orientale" (n° 576)**

02.01 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): Les parquets de Bruges, d'Ypres, de Courtrai et de Furnes ont conclu un accord de coopération organisant la répartition entre les quatre parquets de dossiers spécifiques. Cette répartition des tâches se déroule de manière exemplaire. Les parquets concernés ont demandé la mise sur pied d'un service d'appui commun, un renfort de magistrats de parquet ainsi qu'une meilleure coopération avec le service d'appui TIC.

Le ministre a-t-il déjà pu réserver une suite favorable à ces demandes? Dans la négative, pourquoi? À moins que les mesures soient simplement reportées? Ces questions ont-elles déjà été examinées avec le collège des procureurs généraux et quel est le résultat de cette concertation?

02.02 **Renaat Landuyt** (sp.a): Je me rallie à la question de Mme Lahaye-Battheu et me réfère à la réponse fournie par le ministre le 24 février 2010. À cette occasion, il s'était félicité de la coopération entre les quatre parquets. Alors que nous débattons de la restructuration des parquets, les quatre parquets concernés ont déjà organisé de fait une répartition des tâches efficace qui permet une spécialisation des procureurs: Courtrai prend en charge les délits environnementaux, Furnes, la criminalité informatique et Ypres, le trafic

d'hormones et les questions de sécurité alimentaire.

Pourquoi les parquets doivent-ils attendre pendant plus d'un an l'appui qui leur a été promis? Quel élément s'oppose à l'harmonisation des différents systèmes informatiques? Le ministre réservera-t-il une suite à l'appel du procureur général, M. Schins, pour que les mesures nécessaires soient prises dans le cadre des affaires courantes?

02.03 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en néerlandais*): Au départ, l'entrée en vigueur était prévue le 1^{er} septembre mais le procureur général l'a reportée, en accord avec les procureurs de Flandre occidentale, notamment parce qu'il fallait plus d'initiatives en matière de TIC et plus de juristes de parquet. Le 13 septembre, il a été décidé de démarrer le 1^{er} novembre concernant les faits pénaux. Les aspects civils liés au trafic et à la traite des êtres humains et les dossiers civils ont été reportés au 1^{er} janvier 2011.

Les gestionnaires de système des quatre parquets se sont concertés avec le chef de projet et les analystes statistiques du parquet général à propos d'un plan adapté et qui permettrait de respecter cette date. Cependant, ce plan entraîne un plus grand risque d'erreurs d'enregistrement.

Le groupe d'accompagnement du parquet examine avec le service d'encadrement TIC quelles solutions temporaires sont possibles. Il semble que le système du tribunal de première instance soit complètement désuet.

Ces aspects font partie du plan global d'informatisation et de modernisation, et ils sont examinés à intervalles réguliers avec le procureur général. La qualité et l'efficacité de l'administration de la justice ne peuvent que s'en trouver améliorées. Nous examinons actuellement la manière dont nous pourrions soutenir ce "prélèvement" sur les réformes futures du paysage judiciaire. La mise en place d'un service d'appui commun a été étudiée à l'échelon du collège des procureurs généraux.

L'informatisation demeure la pierre d'achoppement et je déplore que nous ne puissions pas faire davantage dans le cadre des affaires courantes. La mise en œuvre d'outils informatiques dans les tribunaux de première instance date du début des années 90. Elle a été conçue par arrondissement, c'est-à-dire que chaque arrondissement utilise un serveur local, ce qui pose souvent des problèmes. La rénovation du parc informatique des justices de paix est achevée. Nous nous occupons à présent des tribunaux et des parquets de police. Ensuite, nous nous pencherons sur l'informatisation des tribunaux de première instance. Nous commencerons donc avec les moyens dont nous disposons aujourd'hui et nous nous efforcerons de mettre en pratique l'accord de collaboration d'ici au 1^{er} novembre ou au 1^{er} janvier, selon la matière.

02.04 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): La date de démarrage fixée initialement était le 1^{er} septembre et voilà que le ministre annonce ce démarrage pour le 1^{er} novembre en ce qui concerne les aspects pénaux et pour le 1^{er} janvier 2011 en ce qui concerne les aspects civils. Ce n'est pas un gros retard. La Flandre occidentale peut en être fière. Ce projet prouve que l'on peut accomplir de substantiels progrès en partant de l'expérience pratique.

02.05 **Renaat Landuyt** (sp.a): Je demanderai à la mi-novembre pourquoi le 1^{er} novembre n'a pas été respecté comme date de début.

L'incident est clos.

03 **Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "la nomination d'anciens chefs de quartier au grade d'assistant de surveillance pénitentiaire chef d'équipe" (n° 295)**

03.01 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): Les agents pénitentiaires ayant réussi les épreuves de sélection de chef de quartier – niveau D – en 2008 n'ont pas tous pu accéder à cette fonction. En 2009, les chefs de quartier sont passés au grade d'assistant de surveillance pénitentiaire chef d'équipe, un grade de niveau C.

Est-il exact que les lauréats doivent passer une épreuve supplémentaire pour pouvoir prétendre à ce grade?

03.02 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en néerlandais*): L'arrêté royal du 12 novembre 2009 permet l'intégration des membres du personnel de niveau D dans le niveau C en tant qu'assistant de surveillance pénitentiaire

pour les deux premiers grades et en tant qu'assistant de surveillance pénitentiaire chef d'équipe pour les chefs de quartier.

Les notes de service du 30 août 2010 donnent aux lauréats de l'examen de promotion chef de quartier, surveillance 2010/21 et technique 2010/22 la possibilité d'être promus. Dans le cadre de la nouvelle carrière, ils sont intégrés au niveau C en tant qu'assistants de surveillance pénitentiaire et non en tant qu'assistants de surveillance pénitentiaire chef d'équipe.

Les lauréats qui ne postulent pas un des emplois vacants perdent le droit à la promotion sur la base de cet examen. Aucune épreuve supplémentaire n'est cependant nécessaire.

L'incident est clos.

04 Question de M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur "l'absence de coordination entre le pouvoir judiciaire, le corps des agents de sécurité et la direction des établissements pénitentiaires" (n° 353)

04.01 Olivier Maingain (MR): J'ai appris l'entrée en fonction de 54 nouveaux agents au sein du corps de sécurité. Une seconde vague de recrutement de l'ordre de plus ou moins 30 agents est prévue pour la fin de l'année. Le 1^{er} novembre 2010, un protocole d'accord conclu entre le SPF Justice et les trois organisations syndicales représentatives entrera en vigueur.

Pourriez-vous me détailler davantage les mesures ainsi annoncées?

Quel est le cadre actuel des agents de sécurité pour le palais de justice de Bruxelles et combien de ces agents sont-ils effectivement en exercice?

À quel rythme le comité de concertation va-t-il travailler?

Comment les services de police vont-ils collaborer avec les services d'agents de sécurité?

04.02 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Les membres du SAT font office d'experts pour les matières policières.

Le comité de concertation de base est une plate-forme où l'autorité et les organisations syndicales communiquent sur différents sujets ayant trait aux corps de sécurité. La coordination entre les différents services fait l'objet d'une réflexion au sein de nos cellules stratégiques dans le cadre de l'évaluation de la directive contraignante sur le transfert de détenus et la police des cours et des tribunaux. Cette matière est en cours de discussion. Il appartiendra au prochain gouvernement de trancher la discussion relative à la meilleure organisation possible entre les services de police et de sécurité.

En affaires courantes, le renforcement du service est poursuivi, afin que Bruxelles soit bien desservie et que l'organisation au tribunal de Bruxelles soit optimale, tout comme celle relative au transfert de détenus.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Juliette Boulet au ministre de la Justice sur "le retard dans le paiement des factures" (n° 313)

05.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): J'ai lu dans la presse du mois d'octobre que des dépanneurs de la région de Mons et du Borinage réclamaient le paiement de factures (jusqu'à 70 000 euros de retards de paiement), alors que la procédure prévoit que, lors d'un dépannage, la facture doit être payée dans un délai de un à trois mois par le ministère de la Justice.

Combien de factures ont-elles été payées tardivement? Quel est le montant total des factures impayées? Quelles mesures envisage-t-on?

05.02 Stefaan De Clerck, ministre (en français): Les factures établies par les entreprises de dépannage, pour le dépannage de véhicules non assurés ou de véhicules servant de pièces à conviction, ne sont pas liquidées, en temps normal, au niveau central de mon département. Lorsque les demandes de services de

dépannage ont été taxées par le magistrat ou les services du parquet requérant, elles sont mises en paiement par le greffe du tribunal en charge du dossier.

Ce paiement s'effectue au moyen des provisions financières versées par le service Frais de justice de mon département à ces greffes. Le service Frais de justice peut, sur simple demande du greffe, compléter ces provisions de sorte que les greffes disposent à chaque fois d'une couverture financière pour un trimestre.

Le service Frais de justice de l'administration centrale du SPF Justice ne peut pas immédiatement mettre à votre disposition les informations que vous souhaitez sans interroger en détail les greffes, ce que je n'ai pas eu le temps de faire.

Les entreprises de dépannage communiquent d'abord une liste comportant des données très complètes sur les factures et sur les créances aux services du parquet ou au greffe.

Pour certaines sociétés de dépannage de la région de Mons, les paiements suivent une procédure spécifique, à la suite des saisies pratiquées sur les revenus des dépanneurs concernés.

Présidente: Sabien Lahaye-Battheu.

Depuis lors, la situation de certains de ces dépanneurs a été régularisée, permettant la reprise normale des paiements par les greffes.

05.03 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Mes correspondants faisaient part de contraintes administratives lourdes quand ils doivent travailler avec les services publics.

05.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): La modernisation du paysage devrait apporter des solutions à ces problèmes.

L'incident est clos.

06 Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "l'étude relative aux homicides non découverts" (n° 375)

06.01 Bert Schoofs (VB): Selon une étude, 75 meurtres ne seraient pas découverts chaque année. C'est pourquoi un manuel a été élaboré en vue d'une meilleure identification des décès suspects.

Combien de dossiers relatifs à des meurtres ou à des homicides ont été ouverts au cours des années 2007, 2008 et 2009? De quelle manière la Justice a-t-elle été impliquée dans la rédaction de ce manuel? Qui est chargé de la distribution du manuel et à qui est-il adressé? Comment contrôle-t-on qu'il soit utilisé correctement? D'où proviennent les moyens?

06.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): 1 055 dossiers relatifs à des meurtres et des homicides ont été ouverts en 2007. Ce chiffre s'élevait à 1 041 en 2008 et à 1 122 en 2009.

Le manuel a été publié par la police fédérale, avec l'approbation de réseau d'expertise Police du collège des procureurs généraux. Les magistrats de parquet, les juges d'instruction et la police ont collaboré à sa rédaction. Le ministère public distribuera le manuel par le biais d'une circulaire. L'objectif est que les juges d'instruction s'en inspirent. Le manuel a déjà été distribué pendant les journées d'étude sur les décès suspects. Les coûts de cette opération seront portés aux budgets de la police judiciaire fédérale, des zones de police et des écoles de police.

La distribution est en pleine préparation et elle est organisée par la cellule Violence. L'ouvrage fait en outre partie de la série Ariadne de la maison d'édition Politeia où il peut être commandé par le personnel de la police ou de la Justice. Notre commission serait-elle également intéressée d'acquiescer un exemplaire?

Le ministère public sera invité à appliquer les recommandations du manuel à sa méthode de travail. Le

budget de la Justice ne comprend pas de poste distinct à cet effet. L'Institut de formation judiciaire a libéré un montant de 1 000 euros.

06.03 Bert Schoofs (VB): Quand chaque destinataire disposera-t-il du manuel? Le président de notre commission pourrait demander à l'éditeur Ariadne de fournir un exemplaire à tous les membres de cette commission.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **Mme Karine Lalieux au ministre de la Justice sur "l'état déplorable des bâtiments de la prison de Forest" (n° 376)**

- **Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "la situation et l'état de la prison de Forest" (n° 424)**

07.01 Karine Lalieux (PS): En plus de la surpopulation, du manque de personnel et des grèves qui en découlent, les prisons souffrent de l'état déplorable de leurs bâtiments. La prison de Forest, que je connais mieux, n'est même pas digne du XIX^e siècle, certaines cellules sont dépourvues de toilettes et les douches sont parfois difficiles d'accès. Selon vous, le manque d'investissement dans les bâtiments existants s'expliquerait par le projet de construction d'une nouvelle prison à Haren, mais la Ville de Bruxelles n'a pas encore accordé le permis d'urbanisme car il n'y a pas eu de demande!

L'absence d'un minimum de dignité provoque des grèves et autres inconforts.

Quelle est l'ampleur des dégâts? La Régie des Bâtiments, qui dépend de M. Reynders, a-t-elle évalué la durée des réparations? Quelles mesures prendrez-vous dans l'urgence en vue du remplacement des détenus dans des conditions décentes? Les travaux d'entretien seront-ils réalisés pour que de telles situations ne se reproduisent plus?

07.02 Sophie De Wit (N-VA): Une aile complète de 60 cellules qui doit être fermée en raison d'un affaissement du sol, la demande urgente de faire effectuer un contrôle par l'Agence pour la sécurité alimentaire, les problèmes en matière de protection contre l'incendie, tout cela rend manifestement la situation plus que problématique à la prison de Forest. Que se passerait-il s'il fallait fermer totalement la prison, d'autant que la nouvelle prison de Haren ne sera pas prête avant 2016 au plus tôt?

Quelles solutions d'urgence le ministre peut-il mettre en œuvre en ce qui concerne les 60 détenus qu'il faut changer de cellule? Qu'ont donné les inspections de l'Agence pour la sécurité alimentaire et des services d'incendie? Existe-t-il un plan B dans l'éventualité de la fermeture de la prison de Forest? Dans quelle mesure la fermeture complète correspond-elle à la réalité?

07.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): Il existe un consensus au niveau du choix définitif qui est Haren. J'espère que nous pourrions acheter le plus vite possible la totalité du terrain afin de produire un *masterplan* et de progresser. Nous faisons le maximum car c'est la seule solution possible pour Bruxelles.

Je suis allé visiter la prison de Forest. La situation est inacceptable. Le rapport d'un inspecteur épingle quatre problèmes: l'absence de sanitaires pour les détenus, l'affaissement du sol, l'état des douches et la présence de moisissures et de champignons sur les murs. Si la situation n'est pas réglée pour ce 17 novembre, la fermeture de l'aile B sera inévitable.

En réaction au rapport, j'ai interpellé Didier Reynders pour qu'une réponse soit apportée aux critiques de l'Inspection du travail. Je ne peux rien faire de plus. Je ne puis qu'introduire le dossier, être attentif à son évolution et interpellier mon collègue en cas de retard. Il m'a promis d'agir le plus vite possible.

(*En néerlandais*) La Régie s'est engagée à ce que les travaux soient achevés à temps et à conclure un accord avec l'inspection. Notre projet initial – éviter la fermeture par l'exécution immédiate des travaux en concertation avec la Régie des Bâtiments et en accord avec les services de l'inspection – demeure donc

inchangé. L'administration compétente prépare pourtant déjà un éventuel plan B.

L'AFSCA et les services incendie n'ont pas encore effectué d'inspections. Une fermeture intégrale de Forest est toutefois exclue. Nous sommes à même de résoudre d'éventuels problèmes concernant les cuisines et le problème concernant le radiateur défectueux a été lui aussi résolu dans l'intervalle.

Nous tentons de faire en sorte que, d'ici au 17 novembre et en tout cas dans les meilleurs délais, la prison de Forest puisse être utilisée à pleine capacité.

07.04 Karine Lalieux (PS): Il faut éviter que le transfert de détenus et de prévenus consécutif à la fermeture d'une aile en raison de la non-exécution des travaux à la prison de Forest n'entraîne un effet domino en matière de surpopulation carcérale et des mouvements de grève chez les gardiens, en particulier à la prison de Saint-Gilles, toute proche. J'espère que nous pourrons compter sur la pleine et entière collaboration de M. Reynders pour résoudre ce problème.

07.05 Sophie De Wit (N-VA): Le ministre semble chercher des solutions aux problèmes avec l'énergie du désespoir et la coopération avec la Régie des Bâtiments semble parfois laisser à désirer. Une jolie brochure destinée aux détenus: n'est-ce pas navrant si elle contraste trop fortement avec les mauvaises conditions de détention? Il faut en premier lieu s'occuper de l'infrastructure.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "la grève à la prison de Bruges et la grogne des syndicats de police qui s'en est suivie" (n° 427)**
- **Mme Valérie De Bue au ministre de la Justice sur "la grève à la prison de Nivelles" (n° 446)**
- **M. Olivier Maingain au ministre de la Justice sur "le protocole d'accord conclu avec les organisations syndicales à la suite des mouvements de grève à la prison de Nivelles" (n° 528)**
- **Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la grève à la prison de Bruges" (n° 568)**
- **Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "les mouvements de grève à la prison de Bruges" (n° 611)**

08.01 Sophie De Wit (N-VA): Les gardiens de la prison de Bruges sont en grève depuis le 18 octobre dernier. Initialement, la grève devait durer 48 heures, mais elle se poursuit.

Comment le ministre évalue-t-il la situation? Quelles mesures proposera-t-il? Comment compte-t-il prévenir une vague de grèves? Des budgets supplémentaires peuvent-ils être dégagés? Comment le ministre maintiendrait-il l'ordre dans les prisons si le personnel de la prison et la police faisaient grève simultanément?

08.02 Olivier Maingain (MR): Le 21 octobre dernier, la Direction générale des Établissements pénitentiaires a annoncé un protocole d'accord entre le ministre de la Justice, la DG et les organisations syndicales à la suite de la grève à la prison de Nivelles.

D'autres mouvements s'amorcent aussi, ce qui nous laisse perplexes. Non que l'on conteste le droit de grève, mais il semble qu'il faille atteindre ces extrêmes pour que le ministère annonce des renforts en personnel ou d'autres moyens pour réduire la surpopulation carcérale.

Que contient le protocole d'accord du 21 octobre? Quel est votre ligne de conduite pour faire face à la surpopulation, au regard des mouvements de grève annoncés?

08.03 Carina Van Cauter (Open Vld): La mobilisation policière constante en remplacement des gardiens en grève hypothèque évidemment le fonctionnement des services de police. Par ailleurs, nous constatons que les personnes recrutées pour surveiller la prison ne remplissent pas leur mission.

Nous avons plaidé sous la précédente législature pour un service minimal. Cette proposition de loi a été brièvement examinée lors de la commission du 12 janvier 2010 et le ministre a annoncé alors qu'il déposerait lui-même un projet dans le mois. Le 19 avril 2010, il a toutefois signé un protocole d'accord, une sorte de

modèle de gestion des conflits, formalisant des accords entre les syndicats et la Direction générale des Établissements pénitentiaires. Il a été convenu alors qu'un préavis de grève serait toujours suivi d'une période de concertation de sept jours avant qu'il ne soit question d'une grève effective.

Ces accords ont-ils été respectés en ce qui concerne Bruges? Le protocole d'accord a-t-il été respecté? Dans la négative, le personnel se trouve en situation d'absence irrégulière. Quelle suite y donnera-t-on?

Le protocole d'accord est-il vraiment satisfaisant, compte tenu des grèves qui se succèdent dans les établissements pénitentiaires?

08.04 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Qu'en est-il de Bruges? Comment se fait-il que les détenus de Bruges ne sont plus transportés vers les tribunaux? C'est le corps de sécurité qui est responsable de ce transport, pas les gardiens de prison. Aucun détenu n'est plus transporté de Bruges vers la chambre du conseil et ce transport est pourtant très important pour les personnes en détention préventive.

08.05 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Il s'agit du 19 avril 2010.

(*En français*) Le 19 avril 2010 a été conclu un protocole général, dit "protocole 351", entre l'autorité et les délégations syndicales, dont l'objectif est d'éviter des conflits sociaux dans les prisons.

Un protocole d'accord entre l'autorité et les délégations syndicales de la prison de Tournai a été conclu le 17 octobre, dans lequel il a été convenu d'étudier la possibilité de créer une sorte de réserve d'urgence afin de faire face temporairement à un manque important de personnel dans une prison, d'analyser les encadrements actuels tenant compte de la surpopulation mais aussi d'étudier l'absentéisme, la possibilité de prolonger quarante-quatre contrats à durée déterminée au-delà du 31 décembre 2010 et les moyens de lutter contre la surpopulation.

Le 21 octobre 2010, nous avons eu une réunion concernant la situation à la prison de Nivelles, suite à laquelle un nouveau protocole d'accord a été conclu le jour même qui prévoit que le cadre de la prison de Nivelles s'élève à 171 temps-plein et un contractuel supplémentaire, que l'autorité s'engage à faire le maximum afin que les contrats soient activés le plus rapidement possible, que le remplacement d'un agent statutaire sera assuré par anticipation du cinquième cycle de mutation, que l'autorité s'engage à utiliser tous les moyens légaux pour limiter la surpopulation à Nivelles, que l'examen approfondi du cadre de surveillance sera entamé début novembre 2010.

À ces conditions, la reprise du travail est assurée de manière graduelle depuis le 23 octobre.

(*En néerlandais*) En concertation avec la direction pénitentiaire, notre administration a conclu oralement un pré-accord avec les délégués des trois syndicats sur les problèmes de personnel et la pression de travail à Bruges. La base a toutefois rejeté ce pré-accord. Une synthèse de la problématique a été mise sur papier à l'intention de la base mais un nouveau pré-accord a encore une fois été rejeté; la concertation s'est ensuite poursuivie sous la présidence de ma cellule stratégique. Toutes les parties concernées doivent être bien conscientes du fait que les solutions possibles ne sont pas nombreuses.

Vendredi dernier, un pré-accord a été conclu pour la troisième fois, prévoyant une solution pour la suppression des jours de repos et pour garantir la sécurité au sein de l'établissement pénitentiaire de Bruges. Ce protocole fait également état d'une approche globale de différentes priorités et stipule que l'effectif actuel sera complété pour le 1^{er} mars 2011 conformément au plan de personnel 2010. Pour l'instant, le cadre global est d'ailleurs complété à 98 voire 99 %. Toutefois, ce troisième accord a également été rejeté et je m'efforce à présent de rétablir à nouveau le dialogue social à la prison de Bruges.

Je prends l'accord de vendredi dernier comme base de départ; une nouvelle réunion avec les délégués syndicaux est prévue demain matin.

Il est exact que des préavis de grève ont été déposés dans un nombre restreint de prisons, toujours pour des motifs qui ont trait au cadre du personnel et à la surpopulation. Le 1^{er} juin 2010 toutefois, j'ai signé avec les trois syndicats représentatifs un protocole au sujet du plan de personnel 2010. Ce plan 2010 prévoit une augmentation de l'effectif de 6 808 à 6 889 unités et le recrutement de 44 contractuels temporaires. Le cadre administratif sera étoffé de 16 agents de niveau C, de trois assistants sociaux et de trois psychologues. En dépit des mesures d'économies auxquelles la Justice a été astreinte, aucune économie n'a été opérée au niveau des prisons.

De nombreux accords ont été signés mais il ne sont pas appliqués sur le terrain, ce qui est pourtant indispensable. Nous poursuivons provisoirement la concertation dans différentes prisons.

En raison des actions sociales menées dans les prisons, les syndicats de la police commencent également à brandir la menace de la grève.

Il s'agit donc d'un préavis de grève en réaction à une grève. Voilà qui devient complexe et nous devons veiller à résoudre ce problème par le dialogue.

Le bourgmestre est responsable du maintien de l'ordre public et il peut requérir l'intervention de la police locale si c'est nécessaire. La ministre de l'Intérieur a aussi cette compétence. L'intervention de l'armée n'est pas à l'ordre du jour, à mon estime, puisque la loi dispose qu'il faut pouvoir recourir à la police aux niveaux local et fédéral.

Le transfèrement des détenus vers les salles d'audience s'effectue avec des véhicules et du personnel des établissements pénitentiaires. Il n'a pas eu lieu aujourd'hui, mais je considère que ce problème est temporaire.

Présidente: Sonja Becq.

08.06 **Sophie De Wit** (N-VA): Espérons que les parties aboutissent à une solution qui contente tous les intéressés.

08.07 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Il convient, en effet, de rechercher d'abord des solutions dans le cadre d'une concertation. Compte tenu de l'état des bâtiments à Bruges, je me sens déjà moins compréhensive et je m'interroge à propos de l'application du protocole du 19 avril lorsque j'entends que les préaccords successifs ont été rejetés et qu'une grève est annoncée. Il est trop tôt pour procéder à une évaluation mais si la concertation ne mène à rien, il faudra penser à la prestation de services minimale.

08.08 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en néerlandais*): À titre d'information, je puis vous dire encore ceci: à Gand se tient actuellement un très important congrès consacré aux réalités pénitentiaires et organisé par notre administration. De nombreuses initiatives belges en matière de politique pénitentiaire y ont été exposées hier.

L'incident est clos.

09 **Question de Mme Zoé Genot au ministre de la Justice sur "l'arrêt de la cour d'appel et du Conseil d'État sur l'interdit professionnel pour un professeur de néerlandais en prison" (n° 196)**

09.01 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Le 6 octobre 2009, je vous interrogeais sur l'interdit professionnel touchant un professeur dispensant des cours de néerlandais à la prison de Saint-Gilles. À l'époque, vous m'aviez dit estimer la décision correcte. Or, la cour d'appel a rendu un arrêt le 27 janvier remettant en question cette décision.

Suite à cet arrêt l'employeur de ce professeur de néerlandais a sollicité le renouvellement de son autorisation d'entrer en prison. L'administration lui a, à nouveau, refusé l'accès pour des "raisons de sécurité".

Saisi par requête le 8 mars 2010, le Conseil d'État a rendu son arrêt le 16 mars sanctionnant le caractère arbitraire de la décision de refus d'entrer en prison. Un article du journal *Le Soir* du 31 mai 2010, relate le rapport de la Sûreté de l'État, signé par le patron des services secrets, Alain Winants, et qui énumère les activités militantes de Luk Vervaet dont celle en faveur de la Palestine ou de l'autodétermination du Sahara. Ce rapport confidentiel ne révèle aucune action délictueuse.

Quelle est votre position après avoir pris connaissance des arrêts de la cour d'appel et du Conseil d'État?
Quelles mesures comptez-vous prendre au sein de votre SPF pour rappeler à ses agents les obligations découlant de la loi sur la motivation formelle des actes administratifs?

Que ferez-vous si une nouvelle demande d'autorisation de travailler en prison est déposée?

Ne convient-il pas de respecter la décision du Conseil d'État et de permettre à ce professeur de néerlandais d'exercer son métier et de continuer à participer à la réinsertion sociale des détenus?

Présidente: Sarah Smeyers.

09.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en français*): La question n'était pas tant celle de l'opportunité de refuser l'entrée à l'intéressé mais un problème d'interprétation et d'application de la loi sur la motivation des actes administratifs. En effet, le débat porte sur la portée de l'obligation de motivation des actes administratifs et des exceptions prévues par la loi. À aucun moment le Conseil d'État ou les juridictions civiles ne se sont prononcées sur le bien-fondé de la décision en elle-même. À la lecture du dossier, cette décision était d'ailleurs parfaitement justifiable et justifiée.

Suite à une décision de justice, l'administration pénitentiaire a étudié la manière d'y répondre et de motiver la décision selon l'interprétation légale du Conseil d'État. Cependant, vu que le contrat de l'intéressé s'était achevé dans l'intervalle, à savoir le 30 avril dernier, la demande est devenue sans objet.

L'organisation ADEPPI a effectivement introduit une nouvelle demande d'accès pour l'intéressé, demande qui a été refusée. En cette matière, l'administration pénitentiaire dispose d'un pouvoir discrétionnaire total, sachant que, sauf exception légale, une personne n'a pas le droit subjectif d'obtenir une autorisation d'entrer en prison. Les exceptions portent sur les parlementaires.

09.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Je reste sur ma faim. Diverses juridictions ont déclaré que les refus de ce type devaient être motivés de manière plus complète. Or, le refus intervenu n'est pas plus motivé.

L'incident est clos.

10 Questions jointes de

- **M. Christian Brotcorne** au ministre de la Justice sur "**la remise en liberté de l'auteur présumé d'une agression en raison d'un vice de procédure**" (n° 435)

- **Mme Carina Van Cauter** au ministre de la Justice sur "**une remise en liberté à la suite d'erreurs de procédure**" (n° 459)

10.01 Christian Brotcorne (cdH): Suite à l'agression d'une de ses voisines avec du vitriol, l'agresseur est placé en détention préventive. La chambre des mises en accusation de la cour de Bruxelles constate cependant qu'une modification de la loi sur la détention préventive imposait au prévenu une comparution mensuelle et non trimestrielle devant la chambre du conseil. En ne respectant pas ce délai, la chambre des mises en accusation a donc dû accepter la libération du prévenu.

Comment une telle situation a-t-elle pu se produire? Comment des règles législatives en vigueur peuvent-elles être à ce point méconnues par ceux qui sont chargés de les appliquer? Que comptez-vous faire pour éviter une telle situation à l'avenir et pour garantir une prise en compte rigoureuse des règles procédurales applicables?

10.02 Carina Van Cauter (Open Vld): Le respect des délais en matière de détention préventive pose toujours problème. Dans le dossier du meurtre de l'inspectrice de police Kitty Van Nieuwenhuysen, il s'en est fallu de peu pour que l'inculpé ne doive pas être libéré. Ce qui était en cause, c'était la manière dont appel a été interjeté ou non au moyen de ce fameux cahier. Le ministre avait alors dit en commission qu'il ferait réaliser une analyse des processus.

A-t-il été réservé une suite générale à cette mission? A-t-on analysé le problème du respect des délais en matière de détention préventive? Comment une nouvelle erreur du même genre a-t-elle pu être commise? S'agit-il d'un fait isolé ou y a-t-il d'autres dossiers analogues?

10.03 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le 2 décembre 2009, l'intéressé a été placé sous mandat d'arrêt par le juge d'instruction à Bruxelles pour tentative de meurtre. La loi empêchait alors la correctionnalisation du délit, de sorte que l'arrestation devait être confirmée tous les trois mois.

La loi du 21 décembre 2009 portant réforme de la cour d'assises a toutefois changé la donne en autorisant la correctionnalisation de la tentative de meurtre. La nouvelle disposition est entrée en vigueur le 1^{er} mai 2010. La loi était accompagnée d'une circulaire du collège des procureurs généraux indiquant que, dans des dossiers de ce type, le délai de comparution devait être ramené, le plus rapidement possible et au plus tard le 1^{er} avril 2010, de trois mois à un mois.

En application de ces nouvelles dispositions, l'intéressé a comparu les 9 avril, 7 mai, 7 juin, 7 juillet et 6 août 2010 devant la chambre du conseil qui a chaque fois confirmé son arrestation. L'instruction précitée a donc été respectée. Apparemment, l'affaire n'a ultérieurement pu être fixée pour la comparution mensuelle devant la chambre du conseil que le 17 septembre 2010. Il s'est donc posé un problème en ce sens que le délai d'un mois n'a pas été respecté.

(*En français*) Le 30 août, le dossier du juge d'instruction fut déposé au greffe de la chambre du conseil aux fins de faire convoquer l'inculpé pour l'audience du 6 septembre 2010 de la chambre du conseil.

La personne en question fut bien convoquée mais non en vue de comparaître devant la chambre du conseil mais pour la lecture du dossier. Il s'agit d'une erreur du greffe.

Le juge d'instruction a reçu le dossier en retour le 8 septembre et, s'apercevant de l'erreur précitée et du dépassement du délai, fit fixer affaire au 17 septembre, date à laquelle la chambre du conseil constata que la personne en question n'avait pas fait l'objet d'un ordonnancement dans le courant du mois du précédent contrôle et que la détention de l'intéressé était, partant, illégale. Le parquet forma appel contre cette décision. Cette constatation étant exacte, le procureur général a requis par écrit la confirmation par la chambre des mises en accusation de l'ordonnance entreprise, ce qu'elle a fait par arrêt du 5 octobre 2010. La personne en question a donc été libérée, la procédure d'instruction suivant son cours pour le surplus.

Le service d'aide aux victimes fut immédiatement avisé de la décision en vue de porter assistance à la partie civile.

Il s'agit donc ici d'une regrettable erreur du greffe de la chambre du conseil. Le greffier en chef a été invité à s'expliquer et à faire les recommandations qui s'imposent sans préjudice de l'ouverture d'une procédure disciplinaire.

10.04 Christian Brotcorne (cdH): Une erreur humaine est toujours possible, mais cela vaut mieux que l'interprétation que l'on pouvait avoir de prime abord.

10.05 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en français*): C'était dû à une erreur humaine.

10.06 **Carina Van Cauter** (Open Vld): L'instruction a donc été correctement communiquée mais elle n'a pas été mise en œuvre en raison d'une erreur humaine.

L'incident est clos.

La **présidente**: Le point 15 de l'ordre du jour, à savoir la question n° 440 de M. Jambon, est reporté. Les questions figurant au point 16 de l'ordre du jour ont déjà été posées. Nous abordons donc le point 17 de notre ordre du jour.

11 **Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "l'harmonisation du régime des visites dans les établissements pénitentiaires" (n° 452)**

11.01 **Sonja Becq** (CD&V): Les détenus attachent une grande importance aux liens familiaux mais la différence entre les régimes de visite génère souvent des problèmes. Voici un exemple: selon la prison, la carte d'accès des enfants doit ou ne doit pas comporter de photo. En cas de transfert soudain d'un détenu, sa famille pourrait être amenée à parcourir une distance de plusieurs kilomètres pour ensuite voir refuser l'accès à la prison aux enfants parce que leur carte d'accès n'est pas conforme.

Quelles dispositions de la loi de principes sont entrées en vigueur et lesquelles ne le sont pas? Y a-t-il une explication? Comment peut-on interjeter appel contre un transfert? Les régimes de visite ne pourraient-ils être harmonisés? Dans la négative, les membres de famille qui rendent visite à un détenu transféré pourraient-ils être informés du régime en vigueur dans la nouvelle prison?

11.02 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en néerlandais*): L'administration pénitentiaire tente dans la mesure du possible de placer les détenus dans une prison située à proximité de leur famille. Il n'est cependant pas toujours possible de rester fidèle à ce principe pour diverses raisons liées par exemple à la sécurité ou à des phénomènes de surpopulation. Le choix de la prison est une mesure d'ordre interne relevant intégralement du pouvoir discrétionnaire de l'administration.

Le régime des visites est lié au statut: un prévenu a droit à une heure de visite par jour, tandis qu'un condamné peut recevoir de la visite trois fois par semaine. En outre, chaque établissement pénitentiaire organise les visites en fonction des possibilités matérielles et de l'infrastructure. La direction générale vise à atteindre un maximum d'uniformité. À mes yeux, la loi de principes constitue le meilleur moyen d'uniformiser davantage les règlements d'ordre intérieur.

Les visiteurs sont informés du régime des visites dès qu'ils entrent dans la prison. Toutefois, j'admets qu'il reste un travail assez important à accomplir en la matière.

11.03 **Sonja Becq** (CD&V): Puis-je conclure de vos propos que l'on s'efforce d'harmoniser les règlements d'ordre intérieur?

L'incident est clos.

12 **Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur "la soi-disant confidentialité du rapport sur les erreurs commises dans le cadre de l'enquête sur le meurtre d'Annick Van Uytzel" (n° 483)**

12.01 **Bert Schoofs** (VB): Il semblerait que l'enquête sur les fautes commises dans le cadre de l'instruction du meurtre d'Annick Van Uytzel soit terminée. Les choses ne pourront toutefois être précisées qu'à l'issue du procès de Ronald Janssen.

Pourquoi ne peut-on pas même fournir un minimum d'informations aux proches de la victime dans cette affaire? Le ministre ne considère-t-il pas qu'il existe un déséquilibre entre les droits du suspect et ceux des proches de la victime dans des affaires de meurtre graves comme celle-là?

L'impossibilité d'apprendre quoi que ce soit heurte mon sens du droit, ne fût-ce que parce que des services

impliqués dans l'instruction ont commis des fautes.

Est-il exact que le procureur général d'Anvers étudie actuellement le dossier? Dans quel but, à la demande de quelle instance et dans le cadre de quelle procédure le fait-il?

12.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Le 25 février, j'ai chargé le Comité P de vérifier si les intéressés ont utilisé adéquatement les informations disponibles sur Ronald Janssen dans le cadre du meurtre d'Annick Van Uytsel. Étant donné que l'enquête sur l'affaire Van Uytsel a été transférée de Louvain aux autorités judiciaires de Hasselt, j'ai également demandé que les autorités compétentes se concertent et conviennent de la suite à donner aux procédures et à l'enquête. Le procureur général d'Anvers, compétent pour l'instruction, devait également se concerter avec le Comité P de manière à ce que l'enquête demandée puisse être réalisée par le Comité P dans le respect des compétences de chacun. Une enquête de ce type suppose en effet la consultation des pièces d'un dossier pénal en cours.

Il est important que le procureur général compétent vérifie si le rapport respecte le secret de l'instruction. Toute erreur pourrait en effet nuire aux intérêts des victimes. L'autorité judiciaire compétente devra dès lors s'assurer que les informations susceptibles d'être fournies aux familles des victimes respectent ce critère. Dès que le rapport sera disponible, je demanderai à l'autorité compétente de prendre contact avec la famille en vue de l'explicitier.

Le Comité P a achevé son travail, mais une vérification a été demandée au procureur général d'Anvers étant donné qu'il ne s'agit pas seulement d'une enquête de police mais également d'une instruction. J'ai pris contact aujourd'hui même avec les deux procureurs généraux. Ils estiment que le rapport du Comité P peut être diffusé. La procédure ordinaire sera suivie, de sorte qu'il sera par exemple transmis aux membres de la commission.

12.03 Bert Schoofs (VB): Je dois malheureusement une fois de plus constater que les droits des prévenus au sens le plus strict priment les droits des proches des victimes. Si votre réponse est juridiquement correcte, elle suscite cependant des interrogations sur le plan humain.

L'incident est clos.

13 Question de M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "la sécurisation des tribunaux de Gand et d'Anvers" (n° 502)

13.01 Peter Logghe (VB): Le problème de la sécurisation de nos tribunaux ne date pas d'hier. Après quelques péripéties, des voix se sont élevées pour exiger une meilleure sécurisation des gros tribunaux comme ceux de Gand et d'Anvers. À diverses occasions, ceux qui voulaient pénétrer dans l'un de ces tribunaux ont été avertis qu'ils ne pourraient plus entrer sans être fouillés, que des détecteurs de métaux allaient être installés et que des agents de sécurité seraient déployés. Quel bilan peut être dressé aujourd'hui?

13.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Je ne comprends pas à quoi M. Logghe fait allusion quand il dit que ces aménagements ont été annoncés. J'ai toujours dit que je parlais du principe qu'un palais de justice est un bâtiment public auquel on peut avoir librement accès. Les fouilles, les détecteurs de métaux et le recours à des agents de sécurité supplémentaires ne sont pas des précautions habituelles, hormis lors de procès bien spécifiques.

Cela ne signifie pas qu'il n'y ait aucune sécurisation. Après l'incident à Bruxelles l'an passé, plusieurs arrondissements ont demandé l'installation d'un scanner mobile à l'entrée principale du palais de justice et dans notre réponse, nous avons toujours défendu notre concept: les palais de justice doivent être sécurisés en fonction d'une analyse des risques. À cet égard, nous prenons en considération l'organisation, la physique des matériaux et les outils électroniques. Les mesures préventives basées sur ces éléments de base garantissent une sécurité suffisante sans porter atteinte à un certain nombre de valeurs essentielles de la

justice: l'ouverture, la transparence et l'accessibilité. Lors de certains procès et de certaines audiences, il est possible de recourir aux fouilles, d'utiliser un scanner mobile ou de prévoir une présence plus importante du corps de sécurité ou de la police.

C'est précisément en raison de ce risque accru que le système *box-in-the-box* sera mis en œuvre au palais de justice de Bruxelles. Il est évident que les nouveaux palais de justice sont beaucoup mieux adaptés. Les palais de justice de Gand et d'Anvers disposent déjà d'un certain niveau de sécurité.

Il ressort de l'enquête générale auprès des juges de paix qu'ils souhaitent des mesures supplémentaires, mais également qu'ils ne rencontrent guère de problèmes. Il n'est donc nullement question d'une aggravation du problème, mais il n'en demeure pas moins que nous étudions, au niveau des justices de paix, où la présence de caméras de surveillance s'imposerait. Certains juges de paix courent, en effet, plus de risques que d'autres.

Le point de départ reste l'ouverture. Les nouveaux bâtiments seront équipés de caméras de surveillance, de systèmes de détection d'intrusion et de boutons de secours. Les bâtiments nécessitant des mesures spécifiques, à Bruxelles par exemple, seront équipés de dispositifs de sécurité. Au lieu de tout sécuriser systématiquement, nous déciderons sur la base de situations concrètes.

13.03 Peter Logghe (VB): J'estime que la demande de bon nombre de magistrats d'installer un tunnel à rayons X ne constitue pas une mesure de sécurité exagérée. J'attends les mesures du ministre ainsi que la liste de priorités relative aux justices de paix.

L'incident est clos.

14 Questions jointes de

- **Mme Sophie De Wit** au ministre de la Justice sur "**le licenciement immédiat du directeur de l'OCSC**" (n° 515)

- **Mme Sabien Lahaye-Battheu** au ministre de la Justice sur "**le limogeage du directeur de l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation en particulier et les confiscations en général**" (n° 539)

- **M. Georges Gilkinet** au ministre de la Justice sur "**le licenciement du directeur de l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation**" (n° 541)

- **M. Renaat Landuyt** au ministre de la Justice sur "**l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation (OCSC)**" (n° 575)

14.01 Sophie De Wit (N-VA): Le 23 octobre dernier, le directeur de l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation (OCSC) a été licencié sur-le-champ. L'intéressé aurait pris de sa propre initiative des décisions non autorisées. Il aurait exécuté des transactions dans le cadre desquelles le Trésor public aurait perdu des millions d'euros. Le ministre lui-même et la Cour des comptes prévoient de poursuivre l'enquête sur les activités de l'intéressé. Aucune enquête juridique n'a été ouverte à ce jour. Le directeur licencié dément totalement les charges retenues contre lui.

L'OCSC a été créé en 2003 et gère l'ensemble des fonds et des biens résultant de saisies réalisées dans le cadre d'enquêtes pénales. Il s'agit de montants très importants. À la suite d'un rapport alarmant de la Cour des comptes sur l'encaissement de fonds confisqués paru en 2007, les compétences de l'OCSC ont encore été élargies.

Pourquoi a-t-on procédé au licenciement? Quelles charges exactes sont retenues contre l'intéressé? Quel montant a échappé au Trésor public? Peut-il encore être récupéré? L'abus n'a-t-il pas pu être détecté plus tôt? Il semblerait que le problème traîne depuis longtemps. Comment l'intéressé conteste-t-il son licenciement?

14.02 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Le journal *De Tijd* nous a appris que le directeur de l'Organe Central pour la Saisie et la Confiscation avait été licencié pour faute grave. Cette personne clame son innocence.

Quels sont les motifs qui ont conduit à cette décision? De quelle faute grave s'agit-il? Quelles sont les mesures prises pour éviter que de tels problèmes ne se reproduisent, étant entendu que la Cour des comptes avait déjà relevé des difficultés de gestion?

14.03 Renaat Landuyt (sp.a): J'ai également été surpris par cette décision draconienne. Nous n'en avons pas l'habitude à la justice. Il ne s'agit en fait pas d'un licenciement mais d'une mission qu'on enlève à un magistrat ou à un fonctionnaire du ministère public. Je suppose qu'il s'agit en l'occurrence d'une tâche spécifique accomplie par un procureur général ou un avocat général. S'agit-il d'un magistrat qui a enfreint le droit en matière disciplinaire? Quelle est actuellement la position de l'intéressé? Comment faut-il interpréter cet incident au regard de l'organisation de l'OCSC et du contrôle de ce dernier? Pourquoi a-t-il fallu une perte chiffrée en millions avant que l'on intervienne?

Comment peut-on améliorer le contrôle exercé sur une personne chargée de gérer des millions d'euros de deniers publics?

14.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Une procédure de suspension sera sans doute entamée devant le Conseil d'État. Dès lors, je ne puis vous communiquer ici toutes les informations.

(*En français*) L'article 17 de la loi du 26 mars 2003 prévoit ce qui suit: "Sur proposition du Collège des procureurs généraux, le directeur peut être démis de ses fonctions par le ministre de la Justice pour manquement à ses obligations." Le 19 juillet 2010, j'ai reçu la proposition motivée du Collège des procureurs généraux de démettre M. Desterbeck. Le 22 juillet 2010, j'ai informé M. Desterbeck de cette proposition et je l'ai invité à faire connaître ses arguments pour sa défense lors d'un entretien le 17 septembre 2010. Lors de cette audition, M. Desterbeck a remis un mémoire justificatif. Sur la base de la proposition du Collège des procureurs généraux et compte tenu du procès-verbal de l'audition et du mémoire justificatif remis, j'ai démis M. Desterbeck de ses fonctions de directeur de l'Organe Central pour les Saisies et les Confiscations après délibération par arrêté ministériel motivé du 18 octobre 2010.

(*En néerlandais*) L'OCSC est un maillon important dans le cadre des procédures judiciaires. La loi confère un rôle très important à son directeur. C'est pourquoi son préavis devait prendre effet immédiatement.

Plusieurs infractions très graves à la réglementation relative à l'OCSC ont été constatées. Ces constats ont très sérieusement mis à mal la confiance en M. Francis Desterbeck. Certaines infractions peuvent avoir de très lourdes conséquences. Je citerai, entre autres, le fait de ne pas déposer de rapport annuel légal et de disposer unilatéralement des fonds très importants de l'OCSC, entre autres pour acheter des OLO. Il y a aussi eu le versement de 115 millions d'euros à la Caisse des Dépôts et Consignations sur décision du Conseil des ministres, mais dont l'exécution a posé des problèmes.

De plus, M. Desterbeck ne s'acquittait pas correctement de sa mission de directeur, entre autres en matière de classement; sa comptabilité était lacunaire, il s'abstenait de conclure des contrats pourtant très importants, sa communication laissait à désirer et il organisait des déplacements à l'étranger sans autorisation.

L'intéressé partait systématiquement du principe qu'il ne devait consulter personne pour prendre des décisions importantes concernant des sommes considérables, au mépris flagrant de l'article 25 de la loi sur l'OCSC.

(*En français*) Afin de garantir la continuité du service, le directeur adjoint de l'OCSC remplacera le directeur.

En concertation avec le Collège des procureurs généraux, un plan d'action sera rédigé en vue de remédier aux problèmes relevés à la suite de l'audit réalisé à la demande du ministre de la Justice.

À cet égard seront notamment prises en priorité les mesures qui s'imposent pour assurer la fiabilité de la banque de données, élaborer les procédures nécessaires et mettre en œuvre un nouveau processus de travail uniforme, réorganiser en interne le service et instaurer un système de contrôle interne.

(*En néerlandais*) J'ai convenu avec le Collège des procureurs généraux de désigner le plus rapidement

possible un nouveau directeur pour examiner les différents processus d'amélioration.

Il est très difficile de communiquer dès maintenant des chiffres définitifs relatifs aux dommages subis. Plusieurs éléments indiquent que les OLO en question ont été vendues à perte. L'intéressé est sans doute un bon magistrat mais manifestement pas le meilleur 'comptable' pour l'OCSC. Tel est le nœud du problème.

La procédure est fixée par la loi. Le Collège des procureurs généraux a mené une enquête très détaillée et rédigé un document circonstancié mis à disposition et examiné selon la procédure normale. Le magistrat concerné, assisté d'avocats, a été entendu. Sur la base des arguments ainsi obtenus, j'ai pris la décision finale. J'ai décidé de suivre l'avis du Collège.

Je verrai bien comment se déroulera la procédure devant le Conseil d'État.

Aucune procédure pénale ou disciplinaire n'a été lancée jusqu'à présent. Il a été décidé de mettre fin immédiatement au mandat. Nous prenons les mesures nécessaires pour assurer la gestion, et nous évaluerons les résultats de l'enquête.

14.05 Sophie De Wit (N-VA): Un magistrat n'est certes pas un comptable, mais de nombreux investisseurs ferrés ont perdu beaucoup d'argent lors de la crise financière. Il est clair que la plus grande prudence est recommandée lorsqu'il s'agit de faire des placements.

14.06 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): En juin 2008, M. Devlies disait qu'une procédure de marché public était en cours pour remplacer ING. Nous sommes en 2010 et je constate qu'un problème a conduit au licenciement pour faute grave du directeur de l'Office. Vous dites qu'il n'y a pas de procédure en justice. S'il y a eu une mauvaise gestion de l'argent public, une démission ne suffit pas.

Il faut également tirer les leçons de la gestion de l'Office. Les règles de gestion de ces fonds sont-elles suffisamment précises? Que ce que M. Devlies annonçait en 2008 soit effectivement mis en œuvre! J'ai l'impression qu'il s'agit là d'un gâchis qui discrédite la Justice et la lutte contre la fraude. J'espère qu'il ne s'agit que d'une question de personnes.

Je vous interrogerai dans quelques mois afin d'évaluer les suites données à cette malheureuse affaire.

14.07 Renaat Landuyt (sp.a): Les informations concrètes sont effectivement limitées. Si les faits sont graves, il y a lieu de prévoir des mesures disciplinaires ou pénales.

14.08 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Une décision a été prise dans le cadre du droit du travail. La logique est différente en matière disciplinaire et pénale. Je n'exclus rien, mais ce n'est pas à l'ordre du jour aujourd'hui.

14.09 Renaat Landuyt (sp.a): S'il ne pouvait prendre de décision autonome, cela signifie-t-il qu'il aurait dû consulter le Collège pour chaque investissement, chaque opération ou chaque voyage de service à l'étranger? Quelle latitude cet article 25 permet-il en réalité?

14.10 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Les voyages de service sont soumis à une autorisation. Celle-ci n'a pas été demandée.

14.11 Renaat Landuyt (sp.a): Cela témoigne plutôt de petits péchés quotidiens.

14.12 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Il faut considérer les choses dans leur ensemble et envisager également les conséquences.

La décision de verser 115 millions d'euros dans la Caisse des Dépôts et Consignations est conforme aux dispositions légales de l'OCSC et devait être mise en œuvre.

14.13 **Renaat Landuyt** (sp.a): Un bon magistrat n'est pas pour autant un bon gestionnaire. Peut-être est-il préférable que d'autres se chargent de gérer les tribunaux.

L'incident est clos.

15 **Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "la (sur)médiatisation des procès (d'assises)" (n° 517)**

15.01 **Sophie De Wit** (N-VA): Un procès d'assises doit être public mais, à mon estime, certaines limites ont été explorées et dépassées au cours des dernières semaines. Les caméras ont filmé les juges, les accusés et le jury. Plusieurs minutes des plaidoiries des avocats ont été enregistrées et diffusées à la télévision, ce qui donne une image tronquée. Des sondages ont été organisés dans les journaux et sur les sites internet. Le verdict du jury a été lu en direct pendant le journal télévisé. La publicité ne peut avoir pour conséquence qu'un procès se transforme en spectacle médiatique qui lui ôte toute sérénité. Tous les accords sur la publicité ont été violés dans l'affaire Clottemans. Je crains que l'on n'assiste bientôt à la diffusion en direct d'un procès sur l'internet. La Justice est toutefois une affaire sérieuse et n'a rien à voir avec la télé-réalité. Le jury pourrait être influencé par la surmédiatisation et nous devons nous demander si le procès Clottemans a bien été mené honnêtement et correctement.

L'Ordre des Barreaux flamands a réagi et a déclaré qu'il est grand temps que les procès se tiennent à nouveau dans les salles d'audience et non dans les médias. Il s'agit d'un signal important. L'Ordre estime qu'une limite a été franchie: le sensationnalisme et le souci de l'audimat n'ont rien à faire ici. Il conviendra d'organiser un débat sérieux à ce sujet.

Les relations avec la presse concernent le président des assises et les médias mais peut-être le ministre devrait-il fixer des limites à certaines pratiques. Compte-t-il prendre des initiatives ou pense-t-il que les journaux et les médias contribuent à une bonne justice? Où situe-t-il la frontière?

Aux Pays-Bas, le ministère public désigne un porte-parole lors d'un procès, ce qui permet de préserver la sérénité de la jurisprudence. Peut-être devrions-nous renforcer nos juges de presse ou mieux les encadrer?

15.02 **Stefaan De Clerck** ministre (*en néerlandais*): Il est utile de définir les fondements de la relation entre la justice et les médias. Les audiences sont publiques, de même que les jugements. C'est un principe de droit fondamental inscrit dans le Traité européen, la Constitution et le Code de procédure pénale. En dehors de dispositions légales impératives, comme l'audience à huis clos, la presse a en principe accès à l'audience publique. Les présidents des cours et tribunaux sont responsables du maintien de l'ordre pendant les audiences et jugent de l'opportunité de permettre de prendre des photos et de filmer pendant celles-ci sans qu'il soit porté atteinte aux droits individuels des personnes quant à l'utilisation qui sera faite de ce matériel photographique et filmographique.

Le principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs ressortit à la compétence du juge. Une stratégie évidente a consisté à faire seconder le magistrat par un magistrat de presse. Un colloque a d'ailleurs été organisé au Sénat sur la relation avec les médias. Le secret professionnel et le secret des sources en étaient les thèmes principaux. Ces questions ont été réglées légalement, entre-temps, pour protéger les journalistes. Par ailleurs, des magistrats de presse sont entrés en fonction partout. Ils doivent évaluer chaque dossier et veiller au professionnalisme, à la sérénité et à la transparence. J'adhère toujours aux choix qui ont été opérés: il ne s'indique pas de définir des règles générales alors que chaque dossier est différent.

La circulaire du 30 avril 1999 du ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux concerne les informations qui peuvent être transmises à la presse par les autorités judiciaires et les services de police durant la phase de l'enquête préparatoire, le cas échéant après approbation du juge d'instruction. Le procureur peut désigner un ou plusieurs magistrats de presse à cette fin.

Par ailleurs, le groupe de travail "justice et presse" a élaboré des directives qui ont été confirmées par le

Collège des premiers présidents et qui s'appliquent à tous les magistrats, quel que soit le lieu ou le niveau du tribunal. C'est le point de référence du débat qu'il faut mener avec les magistrats. J'invite la Chambre à définir plus précisément les limites.

C'est pourquoi il est intéressant de considérer la situation aux Pays-Bas qui sont dotés depuis 2008 d'une directive relative à la presse qui traite des enregistrements destinés à la radio ou la télévision. Cette directive a vu le jour à l'initiative des juges de presse et a emporté l'adhésion des présidents de tous les tribunaux. L'ordre des avocats des Pays-Bas, le ministère public et l'association des journalistes des Pays-Bas ont été consultés.

Aux Pays-Bas, chaque juridiction dispose d'un département Communication et désigne un ou plusieurs juges de presse. Ensemble, le juge de presse et le département Communication sont responsables de la communication relative au procès et au jugement. Les contacts avec le juge de presse passent par le département Communication.

Aux termes de la directive, les enregistrements destinés à la radio ou à la télévision sont autorisés, sauf circonstances extraordinaires. Le juge ne permettra pour ainsi dire jamais qu'un suspect soit photographié ou filmé, à moins que ce dernier ne s'y oppose pas.

Le cadre existe mais il appartient à la magistrature d'en définir le contenu. Je suis disposé à prendre une initiative pour amorcer la concertation mais je ne donnerai pas d'instructions. Il faudra redéfinir les limites.

15.03 **Sophie De Wit** (N-VA): Le conseiller de presse et le président entendaient préserver l'intégrité. Le risque de dérives est toutefois bien réel. Je pense qu'en évoquant cette directive relative à la presse, le ministre indique une orientation importante. Lorsque le calme sera revenu, il faudra envisager la création d'un cadre.

L'incident est clos.

16 **Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "les conséquences de l'arrêt Salduz rendu par la CEDH" (n° 532)**

16.01 **Sophie De Wit** (N-VA): L'arrêt Salduz prévoit le droit d'accès à un avocat dès l'interrogatoire de police. Si cet accès n'est pas garanti, la validité de l'ensemble du procès est atteinte. La Cour européenne estime que cette assistance ne se limite pas à un droit de consultation préalable à un interrogatoire, mais que l'avocat doit pouvoir assister à l'interrogatoire proprement dit.

Notre législation ne prévoyant pas ce type d'assistance, nous sommes tenus de la modifier. L'Ordre des Barreaux flamands a proposé d'instaurer une sorte de service de garde en matière d'assistance judiciaire. Je sais par ailleurs que le ministre a déposé un projet de loi qui est discuté au Sénat.

Le ministre entend-il reconsidérer sa position quant à la prise en compte de l'arrêt Salduz dans la législation belge? Pourrait-il justifier sa réponse? Le ministre ne craint-il pas que la Belgique ne soit condamnée par la Cour européenne? Y a-t-il une raison particulière pour laquelle le projet de loi prévoit uniquement l'assistance préalable à l'interrogatoire? Qu'en est-il de la mise en œuvre pratique de cette mesure? Quelle position le ministre adopte-t-il par rapport à l'idée de l'Ordre des Barreaux flamands d'instaurer un service de garde?

Les avocats doivent être rémunérés pour leurs prestations et je pense d'emblée au système *pro deo* et au système de points. Le ministre peut-il dégager des moyens supplémentaires à cet effet? Dans l'affirmative, combien?

16.02 **Stefaan De Clerck**, ministre (*en néerlandais*): Il s'agit d'un problème très vaste qui nécessite une réaction rapide du Parlement. J'ai soumis en commission de la Justice du Sénat un document de travail visant à faciliter les discussions parlementaires. Une insécurité juridique règne sur le terrain. Au mois d'août, j'ai organisé avec l'ensemble des parties concernées une réunion de concertation au cours de laquelle chacun a pu exprimer son opinion et présenter sa vision de l'évolution des choses. Chacun porte un regard spécifique sur la question, ce qui est très singulier.

La Cour européenne des droits de l'homme évoque à chaque fois un principe qui doit être appliqué immédiatement et directement dans le droit national, sans toutefois préciser les modalités de cette mise en œuvre. Les procureurs généraux ont rédigé une directive prévoyant au minimum un enregistrement audiovisuel. La police a réagi négativement en vertu du respect de la vie privée. Les juges d'instruction ont élaboré un système de contact lors de l'interrogatoire mais en fait, l'arrêt Salduz concerne essentiellement l'interrogatoire par la police. Il existe un lien indéniable entre la police et les actes posés par le juge d'instruction dans les 24 heures.

Les juges d'instruction ont pris une initiative, qui n'est toutefois pas appliquée partout de manière uniforme. Le barreau, qui s'est doté de services de garde et de piquet, se dit prêt. Il est question de 6 points par interrogatoire. Au vu des factures, il s'agit dans l'interprétation la plus large de montants gigantesques, avec un montant annuel global entre 10 et 30 millions, voire plus. Le calcul effectif ne peut cependant intervenir qu'à l'issue d'une définition plus poussée de certaines notions.

En France et aux Pays-Bas, de nouveaux projets de loi sont en cours de préparation, mais là aussi, le débat bat son plein. Sous la présidence suédoise, une sorte de feuille de route a été élaborée, comportant des étapes successives pour définir les droits du suspect. La première étape concernait le droit à la traduction et à la traduction simultanée, qui fait l'objet d'une directive adoptée dans l'intervalle. L'élaboration d'une lettre des droits (*letter of rights*) constitue une deuxième étape. La troisième étape, qui est prévue pour 2011, concerne la mise en œuvre de l'assistance d'un avocat. J'ai demandé instamment d'agir avec diligence, afin d'assurer une certaine conformité en Europe.

On ne décide pas ainsi du modèle. Voyons si nous ne pouvons pas partir sur les bases d'une loi de principes provisoire. Ensuite, nous pourrions mener le débat sur le fond, en prenant en compte tous les aspects de la question. Les audiences sont terminées. Plusieurs propositions de loi sont sur la table. Le Sénat rédige actuellement le tableau synoptique.

Il s'agit à présent de mener le débat sur l'orientation. Tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut introduire le droit au silence et prévoir une possibilité de consultation préalable. Reste à savoir à quel moment on introduit l'assistance. À partir de quand faut-il qualifier celle-ci d'active ou de passive? J'espère qu'une décision de premier degré interviendra à relativement bref délai, en attendant les débats fondamentaux aux niveaux européen et autres.

Il est difficile pour l'instant de déterminer le coût, étant donné que j'ignore également à combien d'interventions d'avocats il faut s'attendre.

Selon moi, l'objectif ne peut être qu'un avocat soit présent lors de chaque audition, de jour comme de nuit. Quoi qu'il en soit, ce dialogue se poursuit. Les chiffres relatifs au nombre de dossiers sont à présent rassemblés par la police et le parquet général. Affaire à suivre donc.

16.03 Sophie De Wit (N-VA): Si je ne m'abuse, il s'agit de quelque 90 000 arrestations par an. Je comprends que le défi est immense mais même si nous instaurons une réglementation provisoire, nous risquons une condamnation.

16.04 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): La réglementation provisoire doit réellement pouvoir servir de base à part entière. Pour moi, il s'agit surtout de savoir quel système nous utilisons. Le premier système doit fonctionner dans les premières 24 heures; je ne prévois pas d'autre scénario pour l'instant. La réglementation provisoire est soumise à plusieurs restrictions mais doit bien sûr être conforme à l'arrêt Salduz.

16.05 Sophie De Wit (N-VA): En effet.

16.06 Stefaan De Clerck, ministre (en néerlandais): Il faut trouver un équilibre en tenant compte de plusieurs restrictions, notamment budgétaires. Il s'agit pour le Parlement d'un défi à relever dans les prochaines semaines car l'on cherchera bien sûr à saisir la Cour européenne pour affirmer que la nouvelle réglementation n'est pas conforme non plus.

16.07 Sophie De Wit (N-VA): Les conclusions de base sont prêtes et peuvent être utilisées pour chaque

procédure. Il ne reste que peu de temps.

16.08 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): L'OVB et l'OBFG se tiennent à la disposition de leurs avocats. Les conclusions de base peuvent simplement être jointes aux différentes conclusions. Il y a en effet urgence.

Pour l'instant, la Cour de cassation reste relativement prudente et soutient la pratique actuelle mais cette situation ne perdurera pas. Plusieurs dossiers seront bientôt soumis à l'appréciation de la Cour européenne. Il s'agit d'une matière qui ne peut être réglée que par la loi, et le Parlement et le nouveau gouvernement devraient pouvoir s'y atteler dans les meilleurs délais.

L'incident est clos.

17 Questions jointes de

- **M. Koenraad Degroote au ministre de la Justice sur "le fichier central des avis de saisie" (n° 540)**

- **Mme Sabien Lahaye-Battheu au ministre de la Justice sur "le projet de fichier central des avis de saisie" (n° 545)**

17.01 Koenraad Degroote (N-VA): Le fichier central des avis de saisie a été confié à la Chambre nationale des huissiers de justice en 2000. Toutefois, les greffes continuent à utiliser le système de fiches classique. L'arrêté royal d'attribution de la gestion aurait dû être publié hier, mais étant donné que le gouvernement est en affaires courantes, il ne l'a pas été. L'arrêté pourra-t-il quand même être publié?

17.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Tout était en effet prêt, même les formations nécessaires et le développement du logiciel. Pour l'entrée en vigueur du système transitoire, il faut encore prendre deux petits arrêtés royaux, mais leur publication ne relève pas des affaires courantes. Je le regrette profondément.

L'entrée en vigueur du fichier central est dès lors reportée.

17.03 Koenraad Degroote (N-VA): Je m'étonne que cette matière ne relève pas des affaires courantes.

17.04 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): Plusieurs critères permettent de déterminer ce qu'il faut qualifier ou non d'affaires courantes. Or il s'agit en l'espèce d'une législation plus ancienne et on peut se demander pourquoi elle n'a pas été mise en œuvre plus tôt. Il est possible de passer par le Parlement pour résoudre cette question, sans devoir recourir à la publication d'arrêtés royaux.

17.05 Renaat Landuyt (sp.a): Le gouvernement décide. Quelqu'un ne signe pas mais qui décide en l'espèce de bloquer la procédure? Je ne comprends pas.

De **voorzitter**: C'est tout le débat sur la notion d'affaires courantes. Le ministre ne résoudra pas la question.

L'incident est clos.

18 Question de Mme Kristien Van Vaerenbergh au ministre de la Justice sur "l'état d'avancement de la réforme de la justice" (n° 542)

18.01 Kristien Van Vaerenbergh (N-VA): Le 31 mars, on annonçait la conclusion d'un accord politique concernant les nécessaires réformes de la Justice ainsi que l'élaboration des projets de loi relatifs à cet accord dans les mois suivants.

Qu'en est-il de l'élaboration de ces projets? Dans quelle mesure la tâche du ministre est-elle entravée par le fait que le gouvernement soit désormais en affaires courantes?

18.02 Stefaan De Clerck, ministre (*en néerlandais*): De nombreux volets de cet accord requièrent une initiative législative. Ce processus avait été lancé. Les concepts avaient été approuvés mais, en raison de la

chute du gouvernement, la mise en œuvre finale a dû être interrompue. Les volets importants requièrent des modifications législatives. Les textes ont été mis au frigo en attendant la résolution de la crise actuelle. Pour le surplus, nous essayons d'avancer sur des volets plus modestes par le biais de dispositions organisationnelles internes et administratives qui ne requièrent aucune modification législative. Nous anticipons les évolutions futures.

Une sorte de task force a été mise en place au sein de l'administration. L'équipe est prête, mais ne peut être pleinement opérationnelle puisque le gouvernement est en affaires courantes.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 17 h 25.

De vergadering wordt geopend om 14.31 uur en voorgezeten door mevrouw Sarah Smeyers.

01 Vraag van de heer Éric Jadot aan de minister van Justitie over "de opnamen die de firma Google voor Google Street View op ons grondgebied maakt met behulp van mobiele camera's" (nr. 154)

01.01 Éric Jadot (Ecolo-Groen!): De technologische vooruitgang op het stuk van de informatica doet vragen rijzen over de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Onlangs vernamen we dat het bedrijf Google is begonnen met het maken van 3D-opnames van de Brusselse en Luikse verkeersaders. Die beelden zijn een eerste stap in de ontwikkeling van de dienst Google Street View (GSV), die reeds beschikbaar is voor Italië, Spanje, het Verenigd Koninkrijk en Frankrijk. In andere landen, zoals Zwitserland, heeft het systeem polemiek uitgelokt. Zo heeft de Zwitserse privacywaakhond (Préposé fédéral à la protection des données) kritiek geuit op de herkenbaarheid van gezichten en nummerplaten, op de mogelijkheid om onherkenbaarmaking op een eenvoudige manier ongedaan te maken en op het feit dat er van op een te grote hoogte, bijvoorbeeld over tuinhagen heen, is gefilmd.

Heeft uw administratie contact gehad met Google voordat de opnames in België van start zijn gegaan? Werd er bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer aangifte gedaan van de installatie van bewakingscamera's? Zo ja, welke informatie heeft Google doorgegeven en welke eisen heeft uw departement gesteld?

Ik heb toch wel vragen bij de wettigheid van zulke opnames. Krachtens de ministeriële rondzendbrief van 10 december 2009 zijn opnames met mobiele camera's door private organisaties verboden. Het gebruik van mobiele camera's is immers voorbehouden voor de politiediensten en gebeurt onder strikte voorwaarden inzake voorafgaande kennisgeving aan de gemeentelijke overheden. Zal men het bedrijf hiervoor vervolgen? Wordt er overwogen een minimaal voorzorgsbeginsel in acht te nemen? Hoe luiden de aanbevelingen van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer?

01.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): We hebben een ontmoeting gehad met het bedrijf Google, dat ons heeft geïnformeerd over Google Street View. We hebben het bedrijf vervolgens doorverwezen naar de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De Commissie heeft de volgende informatie meegedeeld: Google heeft een verklaring afgelegd over de verwerking van persoonsgegevens, in overeenstemming met artikel 17 van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Google heeft zich er voorts toe verbonden gezichten en nummerplaten onherkenbaar te maken voordat ze op het internet worden gezet. Elke burger kan middels een eenvoudig te downloaden formulier vragen dat Google ook zijn huis, voertuig of persoon zou 'blurren'.

Aangezien Google Street View in meerdere EU-lidstaten wordt aangeboden, is een Europese aanpak noodzakelijk. De Groep 29, waarin ook onze Commissie zitting heeft, is belast met de coördinatie op het Europese niveau. De Groep 29 werd opgericht bij artikel 29 van richtlijn 95/46/EG en is een onafhankelijk raadgevend orgaan dat tijdens zijn zitting van 11 mei 2010 bepaalde beginselen opnieuw heeft bevestigd: het onleesbaar of onherkenbaar maken van persoonsgegevens, de gepaste en voorafgaande kennisgeving aan gefilmde personen, het recht op rechtzetting of verwijdering van gegevens middels eenvoudige procedures in real time, regelmatige audits met bekendmaking van de resultaten en de niet-openbaarmaking van ruwe gegevens aan derden.

Wat uw tweede vraag betreft, kan ik u zeggen dat de Commissie geen machtigingsbevoegdheid heeft. Een bij de Commissie afgelegde verklaring heeft evenmin die waarde.

De beelden worden bewerkt met de bedoeling informatie te verschaffen, en worden niet gebruikt voor videobewakingsdoeleinden. De ministeriële omzendbrief van 10 december 2009 is enkel van toepassing op bewakingscamera's. Voor zover de beelden van Google Street View niet aangewend worden voor de doeleinden die in de wet met betrekking tot de bewakingscamera's van 21 maart 2007 omschreven worden, is die wet volgens de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer niet van toepassing.

Het verzamelen van wifigegevens tijdens de opnamen voor Google Street View is een heel ander verhaal. In april 2010 gaf Google, naar aanleiding van een audit die de Duitse overheidsdienst die bevoegd is voor de gegevensbescherming had geëist, toe dat er persoonlijke gegevens waren geregistreerd tijdens de ritten met de Street View-wagens.

De Commissie voerde in juni 2010 een controle uit bij Google en evalueert momenteel het resultaat van die controle. Mensen die van mening zijn dat hun recht op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer werd geschonden, moeten een klacht indienen bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer of bij de hoven en rechtbanken van de rechterlijke orde, zowel in burgerlijke als in strafzaken.

Er bestaat een nationale rechtspraktijk. De Europese ontwikkelingen op het vlak van privacywetgeving treden almaar meer op de voorgrond, maar de Commissie is niet bevoegd om voorafgaande vergunningen af te leveren.

01.03 **Éric Jadot** (Ecolo-Groen!): Het gaat hier dus om een politiek onderzoeksveld. In Duitsland zijn er hierover al verscheidene juridische geschillen gerezen.

Het incident is gesloten.

02 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Sabien Lahaye-Battheu** aan de minister van Justitie over "de implementatie van de parketsamenwerkingsverbanden in West-Vlaanderen" (nr. 291)

- de heer **Renaat Landuyt** aan de minister van Justitie over "samenwerkingsverbanden tussen de parketten in West- en Oost-Vlaanderen" (nr. 576)

02.01 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): Tussen de parketten van Brugge, Ieper, Kortrijk en Veurne bestaat een samenwerkingsverband waardoor specifieke dossiers over de vier parketten worden verdeeld. Die taakverdeling verloopt voortreffelijk. De betrokken parketten vroegen een gemeenschappelijke ondersteuningsdienst, een aantal bijkomende parketmagistraten en een betere samenwerking met de steundienst-ICT.

Kon de minister al ingaan op die vraag? Zoniet, waarom niet? Of is er alleen sprake van uitstel? Werd dit al met het College van procureurs-generaal besproken en wat is daarvan het resultaat?

02.02 **Renaat Landuyt** (sp.a): Ik sluit mij aan bij de vraag van mevrouw Lahaye-Battheu en verwijs naar het antwoord van de minister op 24 februari 2010. Hij heeft toen de samenwerking toegejuicht. Terwijl wij over de herstructurering van de parketten debatteren, is er dus de facto al een efficiënte werkverdeling gerealiseerd, die het mogelijk maakt dat er gespecialiseerde procureurs komen: Kortrijk neemt de milieumisdrijven voor zijn rekening, Veurne de informaticacriminaliteit en Ieper de hormonenzaken en de voedselveiligheid.

Waarom moeten de parketten meer dan een jaar wachten op de beloofde ondersteuning? Wat verhindert de afstemming tussen de verschillende computersystemen? Zal de minister gevolg geven aan de oproep van procureur-generaal Schins om binnen het kader van de lopende zaken het nodige te doen?

02.03 Minister **Stefaan De Clerck** (Nederlands): Aanvankelijk was de inwerkingtreding bepaald op 1 september, maar omdat er meer ICT-stappen en parketjuristen nodig waren, heeft de procureur-generaal ze, in overleg met de West-Vlaamse procureurs, uitgesteld. Op 13 september werd besloten van start te

gaan op 1 november voor wat de strafrechtelijke feiten betreft. De burgerlijke aspecten verbonden aan mensenhandel- en smokkel en de burgerlijke zaken werden verschoven naar 1 januari 2011.

De systeembeheerders van de vier parketten hebben overleg gepleegd met de projectleider en de statistische analisten van het parket-generaal over een aangepast plan om deze datum te kunnen halen. Dat plan houdt wel een groter risico op registratiefouten in.

De begeleidingsgroep van het parket gaat met de ICT-stafdienst na welke voorlopige oplossingen mogelijk zijn. Het systeem van de rechtbank van eerste aanleg blijkt volkomen verouderd te zijn.

Dit maakt deel uit van het globale informatiserings- en moderniseringsplan en wordt regelmatig besproken met de procureur-generaal. Het kan de kwaliteit en efficiëntie alleen maar verbeteren. Wij bekijken hoe we deze 'voorafname' op de toekomstige hervormingen van het gerechtelijke landschap kunnen ondersteunen. In het College van procureurs-generaal werd de uitbouw van een gemeenschappelijke steundienst besproken.

De informatisering blijft het knelpunt en ik betreur dat wij in het kader van de lopende zaken niet meer kunnen doen. De informaticatoepassing in de rechtbanken van eerste aanleg dateert van begin de jaren 90 en werd geconcipeerd per arrondissement. Er wordt per arrondissement gewerkt op een lokale server, wat regelmatig voor problemen zorgt. De informaticavernieuwing van de vredegerichten is rond. We werken nu aan de politierechtbanken en –parketten en daarna wordt de informatisering van de rechtbanken van eerste aanleg bekeken. Men start dus met de middelen die men nu heeft en men zal proberen het samenwerkingsverband tegen 1 november en 1 januari, naargelang van de materie, in de praktijk om te zetten.

02.04 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): De aanvankelijke startdatum was 1 september en de minister kondigt nu 1 november aan voor de strafrechtelijke aspecten en 1 januari 2011 voor de burgerlijke. Dat is geen aanzienlijke vertraging. West-Vlaanderen mag hierop trots zijn. Dit project bewijst dat men vanuit de praktijk grote stappen vooruit kan zetten.

02.05 Renaat Landuyt (sp.a): Midden november zal ik vragen waarom 1 november als startdatum niet werd gehaald.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "de benoeming van gewezen kwartierchefs in de graad van penitentiair bewakingsassistent ploegchef" (nr. 295)

03.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Niet alle penitentiaire beambten die in 2008 geslaagd waren voor de selectieproeven van kwartierchef, niveau D, konden die functie opnemen. In 2009 gingen de kwartierchefs over naar de graad van penitentiair bewakingsassistent ploegchef, niveau C.

Klopt het dat de geslaagden een bijkomende proef moeten afleggen om hiervoor in aanmerking te komen?

03.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Door het KB van 12 november 2009 werden de personeelsleden van niveau D geïntegreerd in niveau C, voor de eerste twee graden als penitentiair bewakingsassistent en voor de kwartierchefs als penitentiair bewakingsassistent ploegchef.

Door de dienstnota's van 30 augustus 2010 hebben de laureaten van het bevorderingsexamen kwartierchef, bewaking 2010/21 en techniek 2010/22, de mogelijkheid om alsnog bevorderd te worden. Met de nieuwe loopbaan worden ze geïntegreerd in niveau C als penitentiair bewakingsassistent en niet als penitentiair bewakingsassistent ploegchef.

Indien de laureaten nu niet postuleren voor een van de vacante betrekkingen, verliezen ze het recht op bevordering op grond van dat examen. Er is echter geen bijkomende proef nodig.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Olivier Maingain aan de minister van Justitie over "de gebrekkige coördinatie tussen de rechterlijke macht, het veiligheidskorps en de directie van de gevangenis" (nr. 353)

04.01 Olivier Maingain (MR): Naar verluidt zijn er 54 nieuwe beambten in dienst getreden bij het veiligheidskorps. Tegen eind dit jaar zou er een tweede contingent van ongeveer 30 beambten volgen. Op 1 november 2010 treedt er een protocolakkoord in werking dat de FOD Justitie met de drie representatieve vakverenigingen sloot.

Kan u de aangekondigde maatregelen nader toelichten?

Wat is de huidige formatie van de veiligheidsbeambten in het Brusselse Justitiepaleis? Hoeveel van die beambten zijn er thans effectief in dienst?

Met welke frequentie zal het overlegcomité bijeenkomen?

Hoe zal de samenwerking tussen de politiediensten en de veiligheidsbeambten georganiseerd worden?

04.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): De leden van het ATS gelden als experts in politieaangelegenheden.

Het basisoverlegcomité is een platform waar overheid en vakbonden praten over verscheidene onderwerpen met betrekking tot de veiligheidskorpsen. In onze beleidscellen denken we na over de coördinatie tussen de onderscheiden diensten in het kader van de evaluatie van de bindende richtlijn betreffende de overbrenging van gedetineerden en de politie van de hoven en rechtbanken. Daarover wordt momenteel gediscussieerd. De volgende regering zal dan een aantal knopen moeten doorhakken met betrekking tot de optimale organisatie en verdeling van het werk tussen de politie- en veiligheidsdiensten.

Ook in de periode van lopende zaken wordt de dienst verder versterkt, opdat er voldoende mankracht beschikbaar is in Brussel en opdat een en ander bij de Brusselse rechtbank optimaal georganiseerd wordt, en ook de overbrenging van de gedetineerden goed geregeld wordt.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Juliette Boulet aan de minister van Justitie over "de laattijdige betaling van facturen" (nr. 313)

05.01 Juliette Boulet (Ecolo-Groen!): Ik heb in oktober in de pers gelezen dat de takelbedrijven uit de regio Bergen en de Borinage de betaling van facturen eisen - de achterstallige bedragen zouden oplopen tot 70.000 euro - terwijl de facturen voor het wegslepen van voertuigen volgens de procedure binnen een termijn van één tot drie maanden door het ministerie van Justitie moeten worden betaald.

Hoeveel facturen werden er laattijdig betaald? Wat is het totaalbedrag van de onbetaalde facturen? Welke maatregelen zal men nemen?

05.02 Minister Stefaan De Clerck (Frans): De facturen van de takelbedrijven voor het wegslepen van niet-verzekerde voertuigen of voertuigen die als bewijsstuk dienen, worden normaliter niet rechtstreeks door de centrale administratie van mijn departement betaald. Wanneer de magistraat of de diensten van het parket door wie de takeldienst werd ingeschakeld, de kosten voor het takelen vastgesteld hebben, worden de facturen door de griffie van de rechtbank die voor het dossier bevoegd is, betaalbaar gesteld.

De betaling wordt verricht door middel van financiële provisies die de dienst Gerechtskosten op de rekening van de griffies stort. De dienst Gerechtskosten kan, op eenvoudig verzoek van de griffie, die provisies aanvullen, opdat de griffies steeds over voldoende financiële middelen beschikken voor een kwartaal.

De dienst Gerechtskosten van de centrale administratie van de FOD Justitie kan u de door u gevraagde gegevens niet onmiddellijk bezorgen, en zal eerst de griffies om gedetailleerde gegevens moeten vragen; zelf heb ik daar de tijd niet voor gehad.

De takelbedrijven bezorgen eerst een lijst met zeer volledige gegevens betreffende de facturen en de schuldvorderingen aan de diensten van het parket of de griffie.

Voor sommige takelbedrijven uit de regio Bergen wordt er voor de betalingen een specifieke procedure gevolgd, naar aanleiding van het beslag op de inkomsten van de betrokken takelbedrijven.

Voorzitter: Sabien Lahaye-Battheu.

Voor een aantal van die takendiensten werd er intussen een regularisatie doorgevoerd, waardoor de griffies opnieuw de betalingen kunnen verrichten.

05.03 **Juliette Boulet** (Ecolo-Groen!): Mijn contactpersonen meldden mij dat er heel wat administratieve rompslomp bij komt kijken wanneer ze met de overheid moeten werken.

05.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Dankzij de modernisering zouden er oplossingen voor deze problemen moeten worden aangereikt.

Het incident is gesloten.

06 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de studie in verband met de niet ontdekte moorden" (nr. 375)**

06.01 **Bert Schoofs** (VB): Volgens een studie zouden er jaarlijks 75 moorden onontdekt blijven. Daarom werd een handboek opgesteld om verdachte overlijdens beter te herkennen.

Hoeveel dossiers met betrekking tot moord en doodslag werden er in de jaren 2007-2008-2009 geopend? Hoe werd Justitie betrokken bij het opstellen van dat handboek? Wie verspreidt het handboek en voor wie? Hoe ziet men erop toe dat het handboek correct wordt gehanteerd? Vanwaar komen de middelen?

06.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): In 2007 zijn er 1.055, in 2008 1.041 en in 2009 1.122 dossiers van moord en doodslag geopend.

Het handboek werd door de federale politie gepubliceerd, met goedkeuring van het expertisenetwerk Politie van het College van de procureurs-generaal. Parketmagistraten, onderzoeksrechters en politie namen aan de redactie deel. Het openbaar ministerie zal het handboek via een rondzendbrief verspreiden. Het is de bedoeling dat de onderzoeksrechters zich door dit werk laten inspireren. Het handboek werd reeds tijdens de studiedagen over verdachte overlijdens verspreid. Voor dit alles worden de budgetten van de federale gerechtelijke politie, de politiezones en de politiescholen aangesproken.

De verspreiding is volop in voorbereiding en wordt georganiseerd door de cel Geweld. Daarnaast maakt het boek deel uit van de Ariadne-reeks van Politeia. Al wie tot politie of Justitie behoort, kan het daar bestellen. Misschien wil ook deze commissie het wel aanvragen?

Het openbaar ministerie wordt gevraagd om de aanbevelingen uit het boek te integreren in zijn werkmethode. Het budget van Justitie bevat hiervoor geen aparte post. Het Instituut voor de Gerechtelijke Opleiding heeft 1.000 euro vrijgemaakt.

06.03 **Bert Schoofs** (VB): Wanneer moet iedere bestemming het handboek in zijn bezit hebben? Onze commissievoorzitter kan uitgeverij Ariadne vragen om alle leden van deze commissie een boek te bezorgen.

Het incident is gesloten.

07 **Samengevoegde vragen van - mevrouw Karine Lalieux aan de minister van Justitie over "de erbarmelijke staat van de gebouwen van de gevangenis van Vorst" (nr. 376)**

- mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de toestand van en in de gevangenis van Vorst" (nr. 424)

07.01 Karine Lalieux (PS): De gevangenissen hebben niet alleen te kampen met overbevolking, personeelstekort en de daaruit voortvloeiende stakingen, maar bovendien zijn ook de gevangenisgebouwen in erg slechte staat. De gevangenis van Vorst, die ik beter ken, voldoet zelfs niet aan negentiende-eeuwse normen. Zo beschikken bepaalde cellen zelfs niet over een toilet en zijn de douches soms moeilijk bereikbaar. U zegt dat er niet in de bestaande gebouwen wordt geïnvesteerd, omdat er plannen zijn voor een nieuwe gevangenis in Haren, maar de stad Brussel heeft nog geen stedenbouwkundige vergunning uitgereikt, omdat er nog geen aanvraag werd ingediend!

Het ontbreken van een minimum aan waardigheid leidt tot stakingen en andere misstanden.

Wat is de omvang van de schade? Heeft de Regie der Gebouwen, die onder de bevoegdheid van minister Reynders valt, al een idee van de duur van de herstellingen? Welke maatregelen zult u op zeer korte termijn nemen om de gedetineerden in fatsoenlijke cellen onder te brengen? Zullen de nodige onderhoudswerken worden uitgevoerd om een herhaling van dit soort situaties te voorkomen?

07.02 Sophie De Wit (N-VA): Een volledige vleugel met zestig cellen die gesloten moet worden na een verzakking in de vloer, de dringende vraag om een controle door het Voedselagentschap, de problemen met de brandveiligheid: de situatie is duidelijk meer dan problematisch in de gevangenis van Vorst. Wat als de hele gevangenis moet sluiten, zeker als we weten dat de nieuwe gevangenis te Haren ten vroegste in 2016 klaar zal zijn?

Welke noodoplossingen heeft de minister voor de zestig gedetineerden die van cel moeten veranderen? Wat is het resultaat van de inspecties door het Federaal Voedselagentschap en de brandweer? Is er een plan B voor als de gevangenis van Vorst moet worden gesloten? Hoe reëel is zo een volledige sluiting?

07.03 Minister Stefaan De Clerck (Frans): Er is een consensus over Haren als definitieve keuze. Ik hoop dat wij zo snel mogelijk het hele terrein zullen kunnen kopen, waarna wij een masterplan kunnen opstellen en vooruitgang kunnen boeken. Wij doen ons uiterste best, want het is de enige mogelijke oplossing voor Brussel.

Ik heb de gevangenis van Vorst bezocht. De toestand daar is onaanvaardbaar. De inspecteur maakt in zijn verslag melding van vier problemen: het ontbreken van sanitaire voorzieningen voor de gedetineerden, de verzakking van de vloer, de staat van de douches en de aanwezigheid van schimmels en zwammen op de muren. Als de problemen tegen 17 november niet opgelost zijn, zal de sluiting van de B-vleugel onvermijdelijk zijn.

Naar aanleiding van het verslag heb ik Didier Reynders gevraagd een antwoord te geven op de kritiek van de arbeidsinspectie. Meer kan ik niet doen. Ik kan alleen het dossier indienen, de voortgang ervan aandachtig volgen en mijn collega interpellieren in geval van vertraging. Hij heeft mij beloofd zo snel mogelijk actie te ondernemen.

(Nederlands) De Regie heeft beloofd dat de werken tijdig zullen worden uitgevoerd en dat zij een afspraak zullen maken met de inspectie. Het eerste plan blijft dus om in overleg met de Regie der Gebouwen en in afspraak met de diensten van de inspectie de werken onmiddellijk uit te voeren en een sluiting te vermijden. Toch denkt de bevoegde administratie al na over een eventueel plan-B.

Er zijn nog geen inspecties geweest van het Federaal Voedselagentschap en de brandweer. Een volledige sluiting van Vorst is echter uitgesloten. Eventuele problemen met de keukens kunnen we wel oplossen. Het probleem van de defecte radiator is intussen ook opgelost.

Wij proberen er voor 17 november of op zo kort mogelijke termijn voor te zorgen dat de gevangenis van Vorst voluit gebruikt kan worden.

07.04 Karine Lalieux (PS): Als de werken in de gevangenis van Vorst niet worden uitgevoerd, moet er

misschien een vleugel worden gesloten. In dat geval moeten er gedetineerden en verdachten naar andere gevangenissen worden overgebracht. Een en ander kan een kettingreactie teweegbrengen als het probleem van de overbevolking naar andere gevangenissen overslaat en de cipers daar op hun beurt met stakingen dreigen. De nabijgelegen gevangenis van Sint-Gillis zal wellicht als eerste de gevolgen van die kwalijke evolutie ondervinden. Ik hoop dat we op de volle medewerking van de heer Reynders kunnen rekenen om dat probleem op te lossen.

07.05 Sophie De Wit (N-VA): De minister lijkt met de moed der wanhoop oplossingen te zoeken voor de problemen en blijkbaar verloopt de samenwerking met de Regie der Gebouwen niet altijd naar wens. Een mooie brochure voor de gevangenen: is dat niet pijnlijk als ze te fel contrasteert met de slechte leefomstandigheden? We moeten in de eerste plaats werk maken van de infrastructuur.

Het incident is gesloten.

08 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de staking in de gevangenis van Brugge en de daaropvolgende ontevredenheid van de politievakbonden" (nr. 427)
- mevrouw Valérie De Bue aan de minister van Justitie over "de staking in de gevangenis van Nijvel" (nr. 446)
- de heer Olivier Maingain aan de minister van Justitie over "het protocolakkoord dat gesloten werd met de vakbonden naar aanleiding van de stakingen in de gevangenis van Nijvel" (nr. 528)
- mevrouw Carina Van Cauter aan de minister van Justitie over "de staking in de gevangenis van Brugge" (nr. 568)
- mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de minister van Justitie over "de stakingsacties in de gevangenis van Brugge" (nr. 611)

08.01 Sophie De Wit (N-VA): Sinds 18 oktober wordt er gestaakt in de gevangenis van Brugge. Aanvankelijk zou die staking 48 uur duren, maar ze is nog steeds aan de gang.

Hoe beoordeelt de minister de situatie? Welke maatregelen zal hij voorstellen? Hoe wil hij een cascade van stakingen voorkomen? Kan er een bijkomend budget worden vrijgemaakt? Hoe zou de minister de orde in de gevangenissen bewaren als zowel het gevangenispersoneel als de politie zouden staken?

08.02 Olivier Maingain (MR): Op 21 oktober stelde het Directoraat-Generaal Penitentiaire Instellingen een protocolakkoord tussen de minister van Justitie, het Directoraat-Generaal en de vakbonden in het vooruitzicht, in het verlengde van de staking in de gevangenis van Nijvel.

Ook op andere plaatsen is er stakingsdreiging, wat ons met verstomming slaat. Niet dat we het stakingsrecht ter discussie stellen, maar blijkbaar moet het eerst zover komen om de minister ertoe te bewegen extra personeel in het vooruitzicht te stellen of middelen om de overbevolking in de gevangenissen terug te dringen.

Wat is de inhoud van het protocolakkoord van 21 oktober? Met welke maatregelen wil u de overbevolking tegengaan, in het licht van de aangekondigde stakingsacties?

08.03 Carina Van Cauter (Open Vld): Dat de politie voortdurend moet inspringen om stakende cipers te vervangen, legt uiteraard een hypotheek op de werking van de politiediensten. Anderzijds stellen we vast dat degenen die zijn aangenomen om de gevangenis te bewaken, hun werk niet doen.

Wij pleitten in de voorbije regeerperiode voor een minimale dienstverlening. Dat wetsvoorstel werd even besproken in de commissie op 12 januari 2010 en de minister kondigde toen aan dat hij binnen de maand zelf met een ontwerp zou komen. Op 19 april 2010 ondertekende hij echter een protocolakkoord, een soort conflictbeheersingsmodel, waarin afspraken werden gemaakt tussen de vakbonden en het Directoraat-Generaal van de Penitentiaire Inrichtingen. Toen werd de intentie bekrachtigd dat een stakingsaanzegging altijd zou worden gevolgd door een periode van zeven dagen overleg vooraleer effectief tot de staking zou worden overgegaan.

Werden die afspraken gehonoreerd wat Brugge betreft? Werd het protocolakkoord nageleefd? Indien niet,

dan bevindt het personeel zich in staat van onwettige afwezigheid. Welk gevolg wordt daaraan gegeven?

Voldoet het protocolakkoord wel, gezien de opeenvolgende stakingen in de gevangenissen?

08.04 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Wat is de stand van zaken in Brugge? Hoe komt het dat de gevangenen in Brugge niet meer worden vervoerd naar de rechtbanken? Daarvoor is het veiligheidskorps verantwoordelijk, niet de cipiers. Vanuit Brugge worden geen gevangenen meer naar de raadkamer gebracht en dat is nochtans heel belangrijk voor wie in voorhechtenis zit.

08.05 Minister Stefaan De Clerck (*Nederlands*): Het gaat over 19 april 2010.

(*Frans*) Op 19 april 2010 sloten overheid en vakbonden een algemeen protocol, het zogeheten protocol 351, dat ten doel heeft sociale conflicten in de gevangenissen te voorkomen.

De overheid en de vakbondsdelegaties van de gevangenis van Doornik sloten op 17 oktober een protocolakkoord. Daarin werd overeengekomen dat er zal worden onderzocht of er een soort noodreserve kan worden opgericht met personeel dat bij een ernstig personeelsgebrek in een gevangenis kan inspringen, dat de huidige personeelsformaties zullen worden geanalyseerd in het licht van de overbevolking, maar ook dat het werkverzuim, de eventuele verlenging na 31 december 2010 van de contracten van vierenzeventig tijdelijke krachten, en de middelen om de overbevolking tegen te gaan onder de loep zullen worden genomen.

Op 21 oktober 2010 hebben we vergaderd in verband met de toestand in de gevangenis van Nijvel, waarop er diezelfde dag nog een nieuw protocolakkoord werd gesloten. Daarin wordt bepaald dat de personeelsformatie van de gevangenis van Nijvel 171 voltijdse functies en een bijkomende contractuele medewerker omvat; dat de overheid alles in het werk zal stellen om de indiensttredingen zoveel mogelijk te bespoedigen; dat de vijfde mutatiecyclus zal worden vervroegd voor de vervanging van een statutaire beambte; dat de overheid alle wettelijke middelen zal aanwenden om de overbevolking in Nijvel te beperken, en dat er begin november 2010 zal worden gestart met een grondig onderzoek van de formatie van het bewakingspersoneel.

Onder die voorwaarden heeft het personeel sinds 23 oktober het werk geleidelijk hervat.

(*Nederlands*) Onze administratie heeft samen met de gevangenisdirectie een mondeling voorakkoord bereikt met de afgevaardigden van de drie vakbonden over de personeelsproblemen en de werkdruk in Brugge. De basis heeft dit voorakkoord echter verworpen. Er is dan een stand van zaken op papier gezet voor de basis, maar een nieuw voorakkoord werd andermaal verworpen, waarna het overleg werd voortgezet onder het voorzitterschap van mijn beleidscol. Alle betrokken partijen moeten zich wel bewust zijn van het feit dat de mogelijke oplossingen beperkt zijn.

Afgelopen vrijdag werd voor de derde maal een voorakkoord bereikt, met een oplossing voor het intrekken van de rustdagen en het garanderen van de veiligheid binnen de gevangenisinrichting te Brugge. In dit protocol wordt ook verwezen naar een globale aanpak van allerlei aandachtspunten en er staat ook in dat het huidige personeelskader tegen 1 maart 2011 zal zijn ingevuld conform het personeelsplan 2010. Momenteel is het globale kader trouwens voor 98 à 99 procent ingevuld. Ook dit derde akkoord werd echter verworpen en ik tracht nu de sociale dialoog in de gevangenis in Brugge opnieuw vlot te trekken.

Ik neem daarbij het akkoord van afgelopen vrijdag als vertrekbasis; morgenochtend wordt er opnieuw met de vakbondsafgevaardigden vergaderd.

Er zijn in een beperkt aantal gevangenissen inderdaad stakingsaanzeggingen ingediend, telkens omwille van het personeelskader en de overbevolking. Op 1 juni 2010 heb ik nochtans een protocol gesloten over het personeelsplan 2010 met de drie representatieve vakbonden. Dat plan 2010 gaat uit van een verhoging van 6.808 naar 6.889 eenheden en van de aanwerving van 44 tijdelijke contractuelen. Het administratief kader krijgt 16 extra personeelsleden van niveau C en ook drie sociaal assistenten en drie psychologen. Ondanks de besparingsmaatregelen waartoe ook Justitie was verplicht, werden er trouwens geen besparingen doorgevoerd in het gevangeniswezen.

Er zijn heel veel akkoorden gesloten, maar die worden op het terrein niet gevolgd, wat nochtans noodzakelijk is. Voorlopig gaan wij door met het overleg in verschillende gevangenissen.

Door de sociale acties binnen de gevangeniswereld beginnen de politievakbonden zelf ook te dreigen met stakingen.

Dit is dus een stakingsaankondiging tegen een staking. Het wordt problematisch en we moeten bekijken hoe wij de zaken door dialoog kunnen oplossen.

De burgemeester is de plaatselijke verantwoordelijke voor de openbare orde en deze kan indien nodig de inzet gelasten van de lokale politie. Ook de minister van Binnenlandse Zaken heeft die bevoegdheid. De inzet van het leger is voor mij niet aan de orde, want de wet bepaalt dat de politie lokaal en federaal moet kunnen worden ingeschakeld.

De transporten van de gedetineerden naar de rechtszalen gebeuren met voertuigen en personeel van de penitentiaire instellingen. Vandaag vonden die niet plaats, maar ik ga ervan uit dat dit een tijdelijk probleem is.

Voorzitter: Sonja Becq.

08.06 Sophie De Wit (N-VA): Ik kan alleen maar hopen dat alle partijen tot een oplossing naar ieders tevredenheid zullen komen.

08.07 Carina Van Cauter (Open Vld): Men moet inderdaad eerst oplossingen trachten te vinden via overleg. Maar gezien de toestand van de gebouwen in Brugge, heb ik al wat minder begrip, en ook stel ik me vragen over de toepassing van het protocol van 19 april als ik hoor dat de opeenvolgende voorakkoorden werden verworpen en men gaat staken. Voor een evaluatie is het nog te vroeg, maar als men niet verder raakt via overleg, dan moeten we eens nadenken over de minimale dienstverlening.

08.08 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ter informatie nog dit: op dit ogenblik loopt in Gent op initiatief van onze administratie een zeer belangrijk internationaal congres over het gevangeniswezen. Gisteren werd daar toelichting gegeven bij de vele Belgische initiatieven inzake gevangenisbeleid.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Justitie over "het arrest van het hof van beroep en van de Raad van State inzake het beroepsverbod voor een leraar Nederlands in de gevangenis" (nr. 196)

09.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Op 6 oktober 2009 ondervroeg ik u over het beroepsverbod dat werd uitgesproken tegen een leraar die Nederlands gaf in de gevangenis te Sint-Gillis. U antwoordde me toen dat die beslissing in uw ogen de juiste was. In zijn arrest van 27 januari stelde het hof van beroep die beslissing echter opnieuw ter discussie.

Naar aanleiding van dit arrest diende de werkgever van die leraar Nederlands een aanvraag in om de betrokkene opnieuw toegang te verlenen tot de gevangenis. De administratie heeft hem echter opnieuw de toegang geweigerd, om 'veiligheidsredenen'.

De zaak werd op 8 maart 2010 bij verzoekschrift aanhangig gemaakt bij de Raad van State. In zijn arrest van 16 maart bevestigde die het willekeurig karakter van de beslissing om de betrokkene de toegang tot de gevangenis te weigeren. In een artikel dat op 31 mei 2010 in *Le Soir* verscheen, wordt gewag gemaakt van een verslag van de Staatsveiligheid, dat ondertekend werd door het hoofd van de geheime dienst Alain Winants, en waarin de militante activiteiten van Luk Vervaeke beschreven worden, zoals acties ten gunste van Palestina of het zelfbeschikkingsrecht van de Westelijke Sahara. Uit dit vertrouwelijk rapport bleek dat de betrokkene geen enkel strafbaar feit heeft gepleegd.

Wat is uw standpunt nadat u kennis heeft genomen van de arresten van het hof van beroep en de Raad van

State?

Welke maatregelen zal u in uw FOD nemen om uw ambtenaren te herinneren aan de verplichtingen die voortvloeien uit de wet op de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen?

Wat zal u doen wanneer er een nieuwe aanvraag voor een vergunning om te werken in de gevangenis wordt ingediend?

Moet de beslissing van de Raad van State niet worden nageleefd en moet die leraar Nederlands niet in staat worden gesteld zijn beroep uit te oefenen en te blijven meewerken aan de resocialisatie van gevangenen?

Voorzitter: Sarah Smeyers.

09.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Het ging hier niet zozeer om de vraag naar de opportuniteit om betrokkene de toegang tot de gevangenis te weigeren, maar wel om een probleem met betrekking tot de interpretatie en de toepassing van de wet betreffende de motivering van bestuurshandelingen. Het debat draait om de verplichte motivering van bestuurshandelingen en de wettelijke uitzonderingen daarop. De Raad van State of de burgerlijke rechtbanken hebben zich op geen enkel moment uitgesproken over de gegrondheid van de eigenlijke beslissing. Uit het dossier blijkt dat die beslissing trouwens probleemloos verdedigbaar is en ook wordt gerechtvaardigd.

Als gevolg van een rechterlijke beslissing is de penitentiaire administratie nagegaan hoe ze hierop kon antwoorden en hoe ze de beslissing conform de wettelijke interpretatie van de Raad van State kon motiveren. Aangezien de arbeidsovereenkomst intussen echter ten einde liep, meer bepaald op 30 april jongstleden, is de aanvraag niet langer aan de orde.

De vereniging ADEPPI heeft inderdaad een nieuwe aanvraag ingediend om betrokkene toegang te verlenen tot de gevangenis, en die werd geweigerd. De gevangenisadministratie beschikt ter zake over een volledige discretionaire bevoegdheid. Behoudens wettelijke uitzonderingen beschikt een persoon immers niet over een subjectief recht op een toelating om toegang te krijgen tot de gevangenis. De wet voorziet in een uitzondering voor de parlementsleden.

09.03 **Zoé Genot** (*Ecolo-Groen!*): Ik blijf op mijn honger. Verschillende rechtbanken hebben erop gewezen dat dit soort weigeringen uitvoeriger moet worden gemotiveerd. Dat is in casu echter niet het geval.

Het incident is gesloten.

10 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Christian Brotcorne** aan de minister van Justitie over "**de invrijheidstelling wegens een procedurefout van de man die zich vermoedelijk schuldig maakte aan de verminking van een vrouw**" (nr. 435)

- mevrouw **Carina Van Cauter** aan de minister van Justitie over "**een vrijlating ingevolge procedurefouten**" (nr. 459)

10.01 **Christian Brotcorne** (cdH): Een man die een van zijn buurvrouwen met vitriool te lijf was gegaan, werd in voorlopige hechtenis geplaatst. De kamer van inbeschuldigingstelling van het hof te Brussel stelt echter vast dat de beklaagde met toepassing van de gewijzigde wet betreffende de voorlopige hechtenis maandelijks en niet om de drie maanden voor de raadkamer had moeten verschijnen. Als gevolg van de niet-inachtneming van die termijn, moest de Kamer van Inbeschuldigingstelling dus instemmen met de vrijlating van de beklaagde.

Hoe is zo iets kunnen gebeuren? Hoe kan het dat de wettelijke regels zo slecht gekend zijn door de mensen die met de toepassing ervan belast zijn? Wat zult u ondernemen om een dergelijke situatie in de toekomst te voorkomen en om ervoor te zorgen dat de toepasselijke procedureregels strikt worden nageleefd?

10.02 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Het respecteren van de termijnen inzake voorlopige hechtenis blijft een probleem. In het dossier van de moord op politie-inspecteur Kitty Van Nieuwenhuysen moest de verdachte bijna worden vrijgelaten. Het betrof de wijze waarop daar al dan niet beroep werd aangetekend via het zogenaamde schriftje. De minister heeft de commissie toen gezegd dat hij ter zake een procesanalyse zou laten uitvoeren.

Is er algemeen gevolg gegeven aan deze opdracht? Werd er een analyse gemaakt van de problematiek rond het respecteren van de termijnen inzake voorlopige hechtenis? Hoe is het opnieuw fout kunnen lopen? Is dit een eenmalig feit of zijn er nog gelijkaardige dossiers?

10.03 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Op 2 december 2009 werd de betrokkene door de onderzoeksrechter te Brussel onder aanhoudingsmandaat geplaatst wegens poging tot moord. Op dat ogenblik bepaalde de wet dat zijn misdrijf niet correctionaliseerbaar was, zodat de aanhouding om de drie maanden moest worden bevestigd.

De wet van 21 december 2009 tot hervorming van het hof van assisen bracht hierin echter verandering en bepaalde dat poging tot moord voortaan wel correctionaliseerbaar zou zijn. De nieuwe bepaling trad in werking op 1 mei 2010. De wet werd begeleid door een rondzendbrief van het College van procureurs-generaal. Die bepaalt dat in dergelijke zaken binnen de kortst mogelijke termijn, en ten laatste op 1 april 2010, de driemaandelijke termijn moet worden teruggebracht tot de maandelijkse handhaving.

In toepassing daarvan is de betrokkene op 9 april, op 7 mei, op 7 juni, op 7 juli en op 6 augustus 2010 verschenen voor de raadkamer, die telkens zijn aanhouding heeft bevestigd. De instructie werd dus nageleefd. Blijkbaar kon de zaak vervolgens pas worden vastgelegd voor maandelijkse verschijning voor de raadkamer op 17 september 2010. Daar is het verkeerd gelopen, want dat was niet meer binnen de maand.

(*Frans*) Op 30 augustus werd het dossier van de onderzoeksrechter ter griffie van de raadkamer neergelegd, teneinde de beschuldigde op te roepen om te verschijnen voor de raadkamer op de zitting van 6 september 2010.

De betrokkene werd inderdaad opgeroepen, alleen niet om te verschijnen voor de raadkamer, maar voor de lezing van het dossier. Het betreft hier een fout van de griffie.

De onderzoeksrechter kreeg het dossier op 8 september terug, merkte voornoemde fout op en zag ook dat de termijn overschreden was. Hij stelde derhalve een nieuwe zittingsdag vast op 17 september, en dat is de datum waarop de raadkamer dan weer opmerkte dat de betrokkene in de loop van de maand van de vorige controle geen bevelschrift had gekregen en dat de hechtenis van deze persoon derhalve onwettig was. Het parket stelde hoger beroep in tegen deze beslissing. Aangezien deze bevinding correct was, eiste de procureur-generaal een schriftelijke bevestiging door de kamer van inbeschuldigingstelling dat het bevelschrift was uitgevaardigd, wat bij arrest van 5 oktober 2010 is gebeurd. De betrokkene werd in vrijheid gesteld en het onderzoek kende zijn verdere verloop.

De dienst slachtofferhulp werd onmiddellijk van de beslissing in kennis gesteld, zodat aan de burgerlijke partij bijstand kon worden verleend.

Het betreft hier dus een jammerlijke fout van de griffie van de raadkamer. Onverminderd het feit dat er een tuchtprocedure zal worden ingesteld, werd de hoofdgriffier gevraagd uitleg te komen verschaffen en de nodige aanbevelingen te doen.

10.04 **Christian Brotcorne** (cdH): Een menselijke fout is steeds mogelijk, maar in dit geval is dat verkieslijker dan de oorspronkelijke interpretatie die men aan de gebeurtenissen had kunnen geven.

10.05 Minister **Stefaan De Clerck** (*Frans*): Het ging wel degelijk om een menselijke fout.

10.06 **Carina Van Cauter** (Open Vld): De instructie werd dus correct gegeven, maar door een menselijke fout niet nageleefd.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Agendapunt 15, vraag nr. 440 van de heer Jambon, is uitgesteld. De vragen onder agendapunt 16 zijn al gesteld. We komen dus aan punt 17 van onze agenda.

11 **Vraag van mevrouw Sonja Becq aan de minister van Justitie over "de stroomlijning van bezoeksregelingen in penitentiaire instellingen" (nr. 452)**

11.01 **Sonja Becq** (CD&V): Het onderhouden van de familiebanden is belangrijk voor gedetineerden, maar het verschil in bezoeksregelingen leidt vaak tot problemen. Een voorbeeld: in sommige gevangenissen moet op een toegangspas voor kinderen geen foto, in andere gevangenissen wel. Bij een plotse overplaatsing van een gedetineerde kan dat ertoe leiden dat een gezin vele kilometers moet rijden om vervolgens vast te stellen dat de kinderen geen geldig pasje hebben en niet binnen mogen.

Welke bepalingen van de basiswet zijn in werking getreden en welke niet? Is daar een verklaring voor? Op welke manier kan er beroep worden aangetekend tegen een overplaatsing? Kunnen de bezoeksregelingen niet worden gestroomlijnd? Als dat niet mogelijk is, kunnen de bezoekende familieleden bij een overplaatsing dan informatie krijgen over de regeling in de nieuwe gevangenis?

11.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): De gevangenisadministratie probeert gedetineerden zo veel mogelijk in een gevangenis in de buurt van hun familie te houden, maar om uiteenlopende redenen – veiligheid, overbevolking – kan dat soms niet. De beslissing tot plaatsing in de ene of andere gevangenis is een maatregel van interne orde waarvoor de administratie de volle discretionaire bevoegdheid heeft.

De bezoeksregeling hangt samen met het statuut: een beklaagde heeft recht op één uur bezoek per dag, een veroordeelde op drie keer bezoek per week. Daarnaast organiseert elke strafinrichting de bezoeken naargelang van de infrastructurele en materiële mogelijkheden. Het directoraat-generaal streeft zo veel mogelijk naar uniformiteit. De basiswet is volgens mij het ideale middel om meer uniformiteit in de huishoudelijke reglementen te brengen.

Iedereen die een gevangenis betreedt, krijgt informatie over de bezoeksregeling, maar ik erken dat er op dat vlak nog werk aan de winkel is.

11.03 **Sonja Becq** (CD&V): Mag ik concluderen dat er bij de opmaak van de huishoudelijke reglementen actief wordt aangestuurd op meer stroomlijning?

Het incident is gesloten.

12 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Justitie over "de zogenaamde vertrouwelijkheid van het rapport over de fouten in het onderzoek naar de moord op Annick Van Uytsel" (nr. 483)**

12.01 **Bert Schoofs** (VB): Naar verluidt is het onderzoek naar de fouten in het onderzoek naar de moord op Annick Van Uytsel afgerond. Er zal echter pas na afloop van het proces van Ronald Janssen duidelijkheid kunnen worden verschaft.

Waarom kan er zelfs geen minimum aan informatie aan de nabestaanden van de slachtoffers in deze zaak worden verstrekt? Vindt de minister niet dat er een onevenwicht is tussen de rechten van de verdachte en de nabestaanden van slachtoffers in dergelijke heel zware strafzaken?

Het gaat in tegen mijn rechtsgevoel dat wij hierover niets mogen weten, ook al omdat diensten die bij het onderzoek betrokken waren, fouten maakten.

Klopt het dat de Antwerpse procureur-generaal het dossier momenteel onderzoekt? Met welk doel, op last van welke instantie en in het kader van welke procedure gebeurt dat dan?

12.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Op 25 februari heb ik het Comité P opdracht gegeven om na te gaan of met de beschikbare informatie over Ronald Janssen inzake de moord op Annick Van Uytsel adequaat is omgegaan. Aangezien het onderzoek in de zaak-Van Uytsel vanuit Leuven werd overgedragen aan de rechterlijke overheden te Hasselt, had ik eveneens gevraagd dat de bevoegde overheden met elkaar zouden overleggen over afspraken inzake het verdere verloop van de procedures en het onderzoek. Tussen de procureur-generaal van Antwerpen, bevoegd voor het gerechtelijk onderzoek, en het Comité P dienden eveneens afspraken te worden gemaakt. Dit moest ervoor zorgen dat het gevraagde onderzoek van het

Comité P met eerbiediging van eenieders bevoegdheden kon plaatsvinden. Een dergelijk onderzoek veronderstelt immers inzage in de stukken van een lopend strafdossier.

Het is belangrijk dat de bevoegde procureur-generaal het rapport toetst aan de vrijwaring van het geheim van het onderzoek. Een aantasting door enige fout zou immers ook nefaste gevolgen kunnen hebben voor de belangen van de slachtoffers. Mogelijke informatie die aan de familie van de slachtoffers zou kunnen worden verleend, zal bijgevolg door de bevoegde rechterlijke overheid moeten worden getoetst aan dit criterium. Zodra het rapport beschikbaar is, zal ik de bevoegde overheid vragen om contact op te nemen met de familie, om daarover toelichting te verstrekken.

Het Comité P is klaar, maar doordat het niet alleen een politieel, maar ook een gerechtelijk onderzoek is, is er ook een toetsing gevraagd aan de procureur-generaal van Antwerpen. Ik heb vandaag nog contact gehad met de twee procureurs-generaal. Zij oordelen dat het verslag van het Comité P doorgang kan vinden. Dat zal nu de normale procedure volgen. Het zal bijvoorbeeld worden doorgestuurd naar de commissie.

12.03 Bert Schoofs (VB): Ik moet jammer genoeg toch weer besluiten dat rechten van verdachten in strikt absolute zin meer gelden dan de rechten van nabestaanden. Het antwoord van de minister is misschien wel juridisch correct, maar op menselijk vlak blijf ik mij vragen stellen.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van Justitie over "de beveiliging van de rechtbanken van Gent en Antwerpen" (nr. 502)

13.01 Peter Logghe (VB): De beveiliging van onze rechtbanken is een oud zeer. Na enkele incidenten werd aangedrongen op een betere beveiliging van de grotere rechtbanken zoals in Gent en Antwerpen. Bij verschillende gelegenheden werd gemeld dat men zonder fouillering voortaan niet meer in de rechtbank zou binnengeraken, dat er metaaldetectoren zouden worden geplaatst en beveiligingsagenten ingezet. Wat is de stand van zaken?

13.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Ik begrijp niet waarop de heer Logghe alludeert als hij zegt dat die zaken zijn aangekondigd. Ik heb altijd verklaard dat ik uitga van het principe dat een gerechtsgebouw een publiek en vrij toegankelijk gebouw is. Fouilleringen, metaaldetectoren en extra beveiligingsagenten zijn geen standaardmaatregel, behalve bij specifieke processen.

Dit betekent niet dat er geen beveiliging is. Na het incident in Brussel vorig jaar hebben verschillende arrondissementen een scanstraat aan de hoofdingang van het gerechtsgebouw gevraagd en wij hebben in ons antwoord steeds ons concept verdedigd: gerechtsgebouwen worden beveiligd op basis van een risicoanalyse. Wij houden rekening met de organisatie, de bouwfysica en de elektronische hulpmiddelen. De preventieve maatregelen gebaseerd op die basiselementen garanderen een voldoende veiligheid, zonder afbreuk te doen aan een aantal kernwaarden van Justitie: openheid, toegankelijkheid, transparantie en bereikbaarheid. Tijdens bepaalde processen of zittingen kan men wel een beroep doen op fouilleringen, een scanstraat of een grotere aanwezigheid van het veiligheidskorps of de politie.

Voor Brussel wordt nu, precies omwille van het verhoogde risico, gewerkt aan een 'box in the box'. Het spreekt voor zich dat de nieuwe gerechtsgebouwen veel beter zijn aangepast. Gent en Antwerpen hebben een bepaald niveau van beveiliging.

Uit de algemene bevraging van de vrederechters bleek enerzijds dat zij bijkomende maatregelen wensen, maar anderzijds dat zij nauwelijks problemen ondervinden. Er is dus zeker geen sprake van een verhoogde probleemsituatie, maar dat belet niet dat wij nu voor de vrederechters onderzoeken waar eventueel een camera nodig is. Bepaalde vrederechters lopen immers meer risico dan andere.

Openheid blijft het uitgangspunt. Nieuwe gebouwen krijgen camera's, inbraakdetectie en alarmknoppen. Waar er specifieke noden zijn, zoals in Brussel, worden beveiligingsinstallaties aangebracht. Beslissingen

worden genomen op basis van concrete situaties in plaats van alles systematisch te beveiligen.

13.03 Peter Logghe (VB): Ik vind de vraag van nogal wat magistraten om een scanstraat te installeren geen overdreven veiligheidsmaatregel. Ik kijk uit naar de maatregelen van de minister en naar het prioriteitenlijstje in verband met de vredegerichten.

Het incident is gesloten.

14 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Sophie De Wit** aan de minister van Justitie over "het ontslag op staande voet van de topman van het COIV" (nr. 515)

- mevrouw **Sabien Lahaye-Battheu** aan de minister van Justitie over "het ontslag van de topman van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en Verbeurdverklaring in het bijzonder en verbeurdverklaringen in het algemeen" (nr. 539)

- de heer **Georges Gilkinet** aan de minister van Justitie over "het ontslag van de directeur van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring" (nr. 541)

- de heer **Renaat Landuyt** aan de minister van Justitie over "het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring (COIV)" (nr. 575)

14.01 Sophie De Wit (N-VA): Op 23 oktober werd de topman van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en Verbeurdverklaring (COIV) op staande voet ontslagen. Betrokkene zou op eigen houtje ontoelaatbare beslissingen hebben genomen. Hij zou transacties hebben uitgevoerd waarbij de staatskas miljoenen euro zou kwijtgespeeld zijn. Zowel de minister zelf als het Rekenhof plant verder onderzoek naar de activiteiten van betrokkene. Er werd alsnog geen juridisch onderzoek ingezet. De ontslagen topman ontkent in alle toonaarden de hem ten laste gelegde feiten.

Het COIV werd opgericht in 2003 en beheert alle gelden en goederen die voortvloeien uit inbeslagnames bij strafonderzoeken. Het gaat om zeer substantiële bedragen. Na een alarmerend rapport van het Rekenhof in 2007 over de inning van verbeurd verklaard geld, werden de bevoegdheden van het COIV nog uitgebreid.

Waarom werd tot het ontslag overgegaan? Wat wordt betrokkene juist ten laste gelegd? Welk bedrag heeft de staatskas verloren? Kan dit nog worden gerecupereerd? Kon het misbruik niet eerder worden gedetecteerd? Naar verluidt zou het probleem al langer aanslepen? Hoe vecht betrokkene zijn ontslag aan?

14.02 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): In *De Tijd* staat te lezen dat de directeur van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring ontslagen werd wegens een grove fout. De betrokkene beweert dat hij onschuldig is.

Om welke redenen werd hij ontslagen? Aan welke grove fout zou hij zich schuldig gemaakt hebben? Welke maatregelen werden er genomen om te voorkomen dat dergelijke problemen zich opnieuw voordoen? Het Rekenhof had immers eerder al gewag gemaakt van problemen met het beheer.

14.03 Renaat Landuyt (sp.a): Ook ik werd verrast door deze drastische beslissing. We zijn dit niet gewoon in Justitie. Maar eigenlijk is het geen ontslag maar een taak die men ontnemt aan een magistraat of een ambtenaar van het openbaar ministerie. Ik veronderstel dat het in casu gaat om een specifieke taak die werd vervuld door een procureur-generaal of advocaat-generaal. Gaat het inderdaad om een magistraat die fouten heeft gemaakt tegen het tuchtrecht? Wat is nu de positie van betrokkene? Wat zegt dit incident over de organisatie van het COIV en de controle erop? Waarom moesten er eerst miljoenen euro verloren gegaan vooraleer er werd ingegrepen?

Hoe kan de controle op een persoon die tot taak heeft miljoenen overheidsgeld te beheren, verbeterd worden?

14.04 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Er zal wellicht een schorsingsprocedure worden ingeleid bij de Raad van State. Ik kan hier dus niet alle informatie meedelen.

(Frans) Artikel 17 van de wet van 26 maart 2003 bepaalt het volgende: "Op voorstel van het College van

procureurs-generaal kan de directeur door de minister van Justitie worden ontslagen uit zijn ambt wegens tekortkoming aan zijn verplichtingen." Op 19 juli 2010 heb ik het gemotiveerde voorstel van het College van procureurs-generaal om de heer Desterbeck te ontslaan, ontvangen. Op 22 juli 2010 heb ik de heer Desterbeck van dat voorstel op de hoogte gebracht en hem gevraagd de argumenten te zijner verdediging tijdens een onderhoud op 17 september 2010 naar voren te brengen. Tijdens die zitting heeft de heer Desterbeck een memorie met verantwoording ingediend. Op grond van het voorstel van het College van procureurs-generaal en rekening houdend met het proces-verbaal van de zitting en met de ingediende memorie met verantwoording, heb ik de heer Desterbeck na beraadslaging uit zijn ambt van directeur van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring ontslagen, bij gemotiveerd ministerieel besluit van 18 oktober 2010.

(Nederlands) Het COIV is een belangrijk orgaan in de keten van de rechtspleging. De wet bedeeft een zeer belangrijke rol toe aan de directeur ervan. Vandaar dat het ontslag met onmiddellijke ingang moest gebeuren.

Er werden meerdere zeer ernstige inbreuken op de COIV-regelgeving vastgesteld zodat het vertrouwen in de heer Francis Desterbeck bijzonder geschaad is. Bepaalde inbreuken kunnen zeer grote gevolgen hebben. Ik vermeld hierbij onder meer het niet-indienen van een wettelijk verplicht jaarverslag evenals het eenzijdig menen te kunnen beschikken over de zeer omvangrijke fondsen van het COIV waarmee onder meer OLO's werden aangekocht. Ook is er een problematisch verlopen storting van 115 miljoen euro in de Deposito- en Consignatiekas, die door de ministerraad was beslist.

Bovendien kweet de heer Desterbeck zich onafdoende van zijn taak als directeur, met als voorbeelden: een slecht klassement, een gebrekkige boekhouding, het niet-afsluiten van essentiële contracten, een zeer gebrekkige communicatie en het zonder toelating organiseren van dienstreizen.

Betrokkene ging er steevast van uit dat hij niemand moest consulteren bij het nemen van belangrijke beslissingen over aanzienlijke bedragen. Dit is een flagrante miskennis van artikel 25 van de COIV-wet.

(Frans) Om de continuïteit van de dienst te verzekeren, zal de adjunct-directeur van het COIV de directeur vervangen.

In overleg met het College van procureurs-generaal zal er een actieplan worden opgesteld om de problemen die in het kader van de door de minister van Justitie gevraagde audit zijn opgedoken, te verhelpen.

Prioritair zullen volgende maatregelen worden genomen: er zal worden gezorgd voor een betrouwbare databank, voor de nodige procedures, voor een nieuw eenvormig arbeidsproces, voor een interne reorganisatie van de dienst en voor een interne controleregeling.

(Nederlands) Ik heb met het College van procureurs-generaal afgesproken dat wij zo vlug mogelijk een nieuwe directeur zullen aanstellen om de verschillende verbeteringsprocessen aan te pakken. Het is erg moeilijk nu al definitieve cijfers te geven van de geleden schade. Uit een aantal elementen blijkt dat de OLO's in kwestie met verlies zijn verkocht. De betrokkene is wellicht een goede magistraat, maar duidelijk niet de beste 'boekhouder' voor het COIV. Dat is de kern van het probleem.

De procedure ligt bij wet vast. Het College van procureurs-generaal heeft een heel gedetailleerd onderzoek uitgevoerd en een uitvoerig document opgesteld, dat via de normale procedure ter beschikking is gesteld en bediscussieerd. De betrokken magistraat werd, bijgestaan door advocaten, gehoord. Ik heb op basis van de aldus verkregen argumentatie de eindbeslissing genomen. Ik heb beslist het College te volgen.

Ik zie wel hoe de procedure voor de Raad van State zal verlopen.

Tot op vandaag is er geen strafrechtelijke of tuchtrechtelijke procedure opgestart. Er werd beslist met onmiddellijke ingang het mandaat stop te zetten. Wij nemen verder de nodige maatregelen om het beheer te verzekeren en wij zullen de resultaten nakijken van het onderzoek.

14.05 **Sophie De Wit** (N-VA): Een magistraat is natuurlijk geen boekhouder, maar tijdens de financiële crisis hebben veel goede beleggers veel verloren. Bij beleggingen is de grootste voorzichtigheid geboden.

14.06 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): In juni 2008 zei de heer Devlies dat er een openbare aanbesteding aan de gang was met het oog op de vervanging van ING. Vandaag, twee jaar later, stel ik vast dat er een probleem is ontstaan, waardoor de directeur van het Orgaan wegens grove fout werd ontslagen. U zegt dat er geen gerechtelijke procedure loopt. Maar als er inderdaad onzorgvuldig werd omgesprongen met overheidsgeld, dan volstaat een ontslag niet.

We moeten ook lering trekken uit de manier waarop het Orgaan wordt beheerd. Zijn de regels in dat verband precies genoeg? Ik reken erop dat de maatregel die de heer Devlies al in 2008 aankondigde, ook daadwerkelijk ten uitvoer zal worden gebracht! Ik heb de indruk dat men er bij het COIV een knoeiboel van heeft gemaakt, die de Justitie en de strijd tegen de fraude in diskrediet brengt. Ik hoop dat dit louter een persoonsgebonden aangelegenheid is.

Ik zal u over enkele maanden opnieuw ondervragen teneinde na te gaan of en hoe u al dan niet gevolg aan deze onverkwikkelijke zaak hebt gegeven.

14.07 Renaat Landuyt (sp.a): De concrete informatie is inderdaad beperkt. Als het erg is, moet er op tucht- of strafrechtelijk vlak in iets worden voorzien.

14.08 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Er werd een arbeidsrechtelijke beslissing genomen. Strafrechtelijk en tuchtrechtelijk gaat het om een andere logica. Ik sluit niets uit, maar vandaag is dat niet aan de orde.

14.09 Renaat Landuyt (sp.a): Als hij niet autonoom mocht beslissen, betekent dit dat hij voor iedere belegging, handeling of dienstreis naar het buitenland met het College moest overleggen? Hoe is de speling van dat artikel 25 in realiteit?

14.10 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Men moet toelating vragen voor dienstreizen. Dat is niet gebeurd.

14.11 Renaat Landuyt (sp.a): Dat wijst toch eerder op kleine dagelijkse zonden.

14.12 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Men moet het allemaal in zijn geheel zien en ook naar de gevolgen kijken.

De beslissing om 115 miljoen euro te storten in de Deposito- en Consignatiekas is conform de wettelijke bepalingen van het COIV. Dat moest zonder meer uitgevoerd worden.

14.13 Renaat Landuyt (sp.a): Een goed magistraat is nog geen goed beheerder. Misschien is het beter dat anderen de rechtbanken beheren.

Het incident is gesloten.

15 Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de (over)mediatisering van (assisen)processen" (nr. 517)

15.01 Sophie De Wit (N-VA): Een assisenproces moet openbaar zijn, maar mijns inziens werden de voorbije weken bepaalde grenzen afgetast en overschreden. Camera's filmde de rechters, de beklaagden en de jury. Een aantal minuten van de pleidooien van de advocaten werd opgenomen en uitgezonden op televisie. Dat geeft een vertekend beeld. Er werden polls gehouden in kranten en op websites. Het verdict van de jury werd live voorgelezen tijdens het televisiejournaal. De openbaarheid mag er niet toe leiden dat een proces een mediashow wordt die alle sereniteit verdrijft. Alle afspraken over de openbaarheid werden in de zaak-Clottemans geschonden. Ik vrees dat binnenkort een proces livestream wordt uitgezonden op het internet, maar justitie is een ernstige zaak, geen reality-televisie. Door de overmediatisering kan de jury beïnvloed zijn en we moeten ons afvragen of het proces-Clottemans wel op een eerlijke, correcte manier is gevoerd.

De Orde van Vlaamse Balies reageerde en verklaarde dat het hoog tijd wordt om de processen terug in de rechtszalen te voeren en niet in de media. Dat is een belangrijk signaal. De Orde vindt dat een grens is overschreden: sensatie en publieksaandacht zijn hier niet op hun plaats. Daarover moeten wij een ernstig debat voeren.

De omgang met de pers is een zaak tussen de voorzitter van assisen en de media, maar misschien moet de minister toch paal en perk stellen aan enkele praktijken. Overweegt hij initiatieven te nemen of denkt hij dat media en journalistiek bijdragen tot een goede justitie? Waar ligt volgens de minister de grens?

In Nederland stelt het openbaar ministerie een woordvoerder aan voor een bepaald proces, waardoor de sereniteit van de rechtspraak wordt bewaard. Misschien moeten wij onze persrechters versterken of beter omkaderen?

15.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Het is goed om de uitgangspunten van de relatie tussen Justitie en de media te bepalen. De rechtszittingen zijn openbaar, de uitspraak ook. Dat is een fundamenteel rechtsbeginsel dat staat in het Europees Verdrag, de Grondwet en het Wetboek van Strafvordering. Behalve wettelijke gebodsbepalingen, bijvoorbeeld de behandeling van een zaak achter gesloten deuren, heeft de pers in principe toegang tot de openbare zitting. De voorzitters van de rechtbanken en gerechtshoven zijn verantwoordelijk voor de ordehandhaving op de terechtzittingen en beoordelen de opportuniteit van foto's en opnames tijdens die zittingen zonder afbreuk te doen aan de individuele rechten van de persoon met betrekking tot het gebruik van dat beeld- en geluidsmateriaal.

Het grondwettelijk principe van de scheiding der machten behoort tot de bevoegdheid van de rechter. Het is ook een duidelijke strategie geweest om de magistraat te laten assisteren door een persmagistraat. In de Senaat werd overigens een colloquium georganiseerd over de relatie met de pers. De twee grote items waren het beroepsgeheim en het bronnengeheim. Ondertussen werd dat wettelijk geregeld, ter bescherming van de journalisten. Anderzijds werden ook overal persmagistraten geïnstalleerd. Zij moeten, dossier per dossier, oordelen en nagaan hoe professionaliteit, sereniteit en openbaarheid kunnen worden gerealiseerd. Ik sta nog steeds achter de gemaakte keuze: algemene regels bepalen terwijl elk dossier verschillend is, is niet aangewezen.

De circulaire van 30 april 1999 van de minister van Justitie en het College van procureurs-generaal betreft de informatieverstrekking aan de pers door de gerechtelijke overheden en de politiediensten gedurende de fase van het vooronderzoek, in voorkomend geval na instemming van de onderzoeksrechter. De procureur kan hiertoe één of meer parketmagistraten aanwijzen.

De werkgroep 'gerecht en pers' heeft daarnaast richtlijnen opgesteld die werden bekrachtigd door het College van eerste voorzitters en die gelden voor alle magistraten, ongeacht de locatie of het niveau van de rechtbank. Dit is het referentiepunt voor het debat dat met de magistraten moet worden gevoerd. Ik nodig de Kamer uit om preciezer te definiëren wat de limieten zijn.

Daarom is het inderdaad interessant om naar Nederland te kijken, waar een persrichtlijn uit 2008 bestaat over radio- en televisieopnames. Die kwam er op initiatief van de persrechters en werd goedgekeurd door de presidenten van alle rechtbanken. De Nederlandse orde van advocaten, het openbaar ministerie en de Nederlandse Vereniging van Journalisten werden geconsulteerd.

Bij ieder gerecht bestaat daar een afdeling Communicatie. Tevens wijst het gerecht een of meer persrechters aan. De persrechter is samen met de afdeling Communicatie verantwoordelijk voor de woordvoering over rechtszaken en uitspraken. Het contact met de persrechter verloopt via de afdeling Communicatie.

De richtlijn gaat ervan uit dat beeld- en geluidsoptnamen kunnen, behalve in uitzonderlijke omstandigheden. De rechter zal vrijwel nooit toestaan dat verdachten in beeld worden gebracht, behalve wanneer de verdachte zelf geen bezwaar maakt.

Het kader is er, de invulling is de verantwoordelijkheid van de magistratuur. Ik wil een initiatief nemen om het

overleg op te starten, maar ik zal geen instructies geven. Blijkbaar moeten we wel de limieten herdefiniëren.

15.03 Sophie De Wit (N-VA): De persraadsheer en de voorzitter wilden de integriteit bewaren, maar als men een vinger geeft, neemt men al gauw de hele hand. Ik denk dat de minister met de perslijn een belangrijke optie aangeeft. Als de rust is weergekeerd, moet men nagaan of een kader kan worden gecreëerd.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de gevolgen van de Salduz-rechtspraak door het EHRM" (nr. 532)

16.01 Sophie De Wit (N-VA): In het arrest-Salduz wordt bepaald dat er van bij het politieverhoor toegang tot een raadsman mogelijk moet zijn. Indien dit niet het geval is, wordt de geldigheid van het hele proces aangetast. Het Europees Hof is van oordeel dat die bijstand niet beperkt is tot een consultatierecht voorafgaand aan een verhoor, maar dat de raadsman aanwezig moet kunnen zijn tijdens het verhoor.

Onze wetgeving voorziet daar niet in, dus moeten wij dat in orde brengen. De Orde van Vlaamse Balies heeft het idee geopperd om een soort permanentie voor rechtsbijstand in te richten. Ik weet ook dat de minister een ontwerp heeft ingediend dat wordt besproken in de Senaat.

Zal de minister een wijziging aanbrengen in zijn standpunt over de uitwerking van het Salduz-arrest in de Belgische wetgeving? Kan hij dat funderen? Vreest de minister niet voor een veroordeling door het Europees Hof? Is er een specifieke reden waarom in het wetsontwerp enkel in bijstand voor het politieverhoor is voorzien? Hoe zal dit praktisch gerealiseerd worden? Hoe beoordeelt de minister het idee van de Orde van Vlaamse Balies om een permanentiedienst op te richten?

De advocaten moeten worden vergoed voor hun diensten en dan denk ik onmiddellijk aan de pro-Deoregeling en het puntensysteem. Kan de minister daarvoor extra middelen vrijmaken? Zo ja, hoeveel?

16.02 Minister Stefaan De Clerck (Nederlands): Dit is een zeer ruime problematiek die een snelle actie vraagt van het Parlement. In de Senaatscommissie Justitie heb ik een werkdocument voorgelegd om de parlementaire besprekingen te vergemakkelijken. Op het terrein is er rechtsonzekerheid. Ik heb in augustus een overlegvergadering georganiseerd met alle betrokken partijen, waarop elkeen zijn mening kon geven en kon aangeven hoe men de zaken zag evolueren. Iedereen heeft hier zijn specifieke kijk op, wat zeer vreemd is.

Het Europese Hof voor de Rechten van de Mens heeft het steeds over een principe dat onmiddellijk en rechtstreeks moet worden toegepast in het eigen recht, zonder evenwel aan te geven hoe dat precies moet gebeuren. De procureurs-generaal hebben een richtlijn opgesteld om minstens een audiovisuele opname te maken. De politie reageerde negatief omwille van privacyredenen. De onderzoeksrechters hebben wel een contactregeling uitgewerkt bij de ondervraging, maar eigenlijk gaat Salduz essentieel over de ondervraging door de politie. Er is een onmiskenbare relatie tussen de politie en de handelingen van de onderzoeksrechter binnen de 24 uur.

De onderzoeksrechters hebben een initiatief genomen, maar dat wordt overal anders toegepast. De advocatuur zegt klaar te staan, met piketdiensten en een permanentie. Het gaat om zes punten per ondervraging. Als men de facturen ziet, gaat het in de ruimste zin om gigantische bedragen, met een totaal jaarbedrag dat varieert tussen 10 tot 30 miljoen euro en zelfs meer. Eerst moet men een en ander definiëren en dan pas kan men een berekening maken.

In Frankrijk en Nederland werkt men aan nieuwe wetsontwerpen, ook daar woedt het debat volop. Onder het Zweedse voorzitterschap is ook een soort *road map* opgemaakt met opeenvolgende stappen om de rechten van de verdachte te definiëren. De eerste stap was vertalen en tolken, wat nu is goedgekeurd als richtlijn, de tweede stap is nu een *letter of rights*. De derde stap, gepland voor 2011, is het regelen van de bijstand van een advocaat. Ik heb aangedrongen op snelle actie met het oog op een zekere conformiteit in Europa.

Men kan dus niet zomaar zeggen welk model men neemt. Laten we kijken of we niet met een voorlopige basiswet zouden kunnen starten. Daarna kunnen we het debat voeren over de grond van de zaak in de volledige breedte. De hoorzittingen hebben plaatsgevonden. Er liggen diverse wetsvoorstellen op de tafel. In de Senaat stelt men een synoptische tabel op.

Nu moet het debat worden gevoerd over de richting. Iedereen gaat ermee akkoord dat het recht op zwijgen moet worden ingevoerd en dat er vooraf een consultatiemogelijkheid moet zijn. De vraag is echter vanaf wanneer men begint met bijstand. Vanaf wanneer is het actief of passief? Ik hoop dat wij op een relatief korte termijn tot een eerstetrapsbeslissing kunnen komen, in afwachting van Europese en andere fundamentele debatten.

De kostprijs is nu moeilijk te bepalen, want ik weet ook niet hoeveel interventies van advocaten men moet verwachten.

Het kan volgens mij niet de bedoeling zijn dat een advocaat aanwezig is bij elk verhoor, dag en nacht. Die dialoog wordt in elk geval voortgezet. De cijfers over het aantal dossiers worden nu verzameld door de politie en het parket-generaal. Wordt dus vervolgd.

16.03 **Sophie De Wit** (N-VA): Als ik me niet vergis, gaat het om zo een 90.000 aanhoudingen per jaar. Ik ben me ervan bewust dat we voor een geweldige uitdaging staan, maar ook als we een voorlopige regeling invoeren, hangt ons een veroordeling boven het hoofd.

16.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): De voorlopige regeling moet werkelijk als volwaardige basis kunnen dienen. Voor mij gaat het er vooral om welk systeem wij hanteren. Het eerste systeem moet werken binnen de eerste 24 uur, van een ander scenario ga ik voorlopig niet uit. De voorlopige regeling blijft binnen een aantal beperkingen, maar moet natuurlijk conform het Salduz-arrest zijn.

16.05 **Sophie De Wit** (N-VA): Inderdaad.

16.06 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Er moet een evenwicht worden gevonden binnen een aantal beperkingen, ook budgettaire. Dat is een uitdagende opdracht voor het Parlement in de komende weken, want natuurlijk zal men naar het Europese Hof willen stappen en stellen dat de nieuwe regeling ook niet conform is.

16.07 **Sophie De Wit** (N-VA): De basisconclusies zijn klaar en kunnen worden gebruikt in elke procedure. Er rest maar weinig tijd meer.

16.08 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): De OVB en de OBFV stellen ze ter beschikking van hun advocaten. De basisconclusies kunnen gewoon toegevoegd worden aan elk besluitschrift. Het is inderdaad dringend.

Voorlopig is het Hof van Cassatie relatief voorzichtig en steunt het de huidige praktijk, maar dat zal niet blijven duren. Een aantal dossiers gaat binnenkort ter beoordeling naar het Europese Hof. Dit is een materie die alleen maar via een wet opgelost kan worden, en het Parlement en de nieuwe regering zouden dit snel moeten kunnen aanpakken.

Het incident is gesloten.

17 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Koenraad Degroote** aan de minister van Justitie over "het centraal bestand van berichten van beslag" (nr. 540)

- mevrouw **Sabien Lahaye-Battheu** aan de minister van Justitie over "het project van centraal bestand van beslagberichten" (nr. 545)

17.01 **Koenraad Degroote** (N-VA): Het centraal bestand van berichten van beslag werd in 2000 toegekend aan de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders. Toch werken de griffies nog steeds met het klassieke fichesysteem. Het KB om het beheer toe te kennen, had gisteren moeten gepubliceerd worden, maar omdat

de regering in lopende zaken is, is dit niet gebeurd. Zou de publicatie alsnog doorgang kunnen vinden?

17.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Alles werd inderdaad in gereedheid gebracht, inclusief de nodige opleidingen en de ontwikkeling van de software. De inwerkingtreding van de overgang vergt nog twee kleine KB's, maar de publicatie ervan behoort niet tot de lopende zaken. Ik betreur dit ten zeerste.

De inwerkingtreding van de centrale databank wordt dus uitgesteld.

17.03 **Koenraad Degroote** (N-VA): Het verwondert mij dat dit geen lopende zaak is.

17.04 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Er zijn een aantal beoordelingscriteria om te bepalen wat een lopende zaak is. Hier gaat het echter om een oudere wetgeving, met de vraag waarom die niet vroeger gerealiseerd is. De mogelijkheid bestaat om dit via het Parlement op te lossen. Het zou moeten kunnen geregeld worden zonder dat wij KB's moeten publiceren.

17.05 **Renaat Landuyt** (sp.a): De regering beslist. Er is iemand die niet tekent, maar wie beslist er om te blokkeren in dit geval? Dat begrijp ik niet.

De **voorzitter**: Dat is de discussie over de betekenis van 'lopende zaken'. De minister zal dat niet oplossen.

Het incident is gesloten.

18 **Vraag van mevrouw Kristien Van Vaerenbergh aan de minister van Justitie over "de stand van zaken van de hervorming van justitie" (nr. 542)**

18.01 **Kristien Van Vaerenbergh** (N-VA): Op 31 maart werd aangekondigd dat er een politiek akkoord was bereikt over de noodzakelijke hervormingen bij Justitie. De nodige wetsontwerpen zouden in de daaropvolgende maanden worden uitgewerkt.

Hoe ver staat het met de uitwerking? In welke mate wordt de taak van de minister belemmerd door een regering in lopende zaken?

18.02 Minister **Stefaan De Clerck** (*Nederlands*): Er is voor vele onderdelen van het akkoord wetgevend werk nodig. Dat was allemaal in voorbereiding. De conceptie was goedgekeurd, maar door de val van de regering is de finale geboorte tegengehouden. De grote delen vragen wetswijzigingen. De teksten liggen in de koelkast van deze regeringscrisis. Voor de rest proberen we op beperkte delen vooruitgang te boeken via puur interne organisatorische en administratieve schikkingen, die geen enkele wetgeving vereisen. Er wordt geanticipeerd op toekomstige ontwikkelingen.

Binnen de administratie is er een soort van taskforce georganiseerd. De equipe staat klaar, maar kan niet ten volle operationeel zijn, aangezien de regering van lopende zaken is.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.25 uur.